

BULLETIN DU CEGES

n° 37 / Printemps 2002

'30-'50

'30-'50

Bulletin du
Centre d'Études et de
Documentation
"Guerre et Sociétés
contemporaines"

Résidence Palace - Bloc E
Rue de la Loi 155 - Bte 2
B - 1040 Bruxelles
Tél.: 02 / 287 48 11
Fax: 02 / 287 47 10
cegesoma@cegesoma.be

Heures d'ouverture
Du lundi au vendredi
de 9 à 12 et de 13 à 17h.

Direction
José Gotovitch

Rédaction
Isabelle Ponteville
Fabrice Maerten

Traitement de texte
Mise en page
Anne Bernard

Impression et brochage
Moussa Lasouad

Éditeur responsable
J. Gotovitch
Rue H. Maubel, 52
1190 Bruxelles

Editorial 3

Nos collections

Archives: Les acquisitions 6
Microfilmage de journaux et de revues 13
Archives audiovisuelles 14
Bibliothèque 18

En chantier

L'Administration belge de 1940 à 1945 19
Services de renseignements belges, 1940-1945 21
La politique diamantaire allemande pendant la 2^e Guerre 22
Le maintien de l'ordre à Bruxelles pendant les 2 Guerres 23
Civilisation ou brutalisation ? La population et les guerres .. 25

Initiatives

Exode des Carolorégiens vers le Tarn-et-Garonne 27
Les Chemins de la mémoire 28
Parution du dernier numéro de la série *Jours de Guerre* 29
Jeunesse et Société. Années 30 - Années 60 30
Séminaires: Bilan 2001 32
Une "guerre totale" ? La Belgique dans la 1^e Guerre 34

Informatique 36

A l'étranger

Instituto de Historia de Cuba 37
Bretagne et identités régionales pendant la 2^e Guerre 38
Le colloque "*Testing democracy at the margins*" à Vienne.. 41
La conférence "*Boundaries to freedom..*" à Middelburg. 42
Le colloque "*La Caisse des Dépôts et Consignations..*" 45
Krieg - Kriegserlebnis - Kriegserfahrung in Deutschland 47
European Science Foundation - Groupe de travail, Oxford . 49
Le colloque "*Par-delà les frontières..*" à Bondues 50
Le colloque "*Le travail obligatoire en France*" à Caen 51

En Belgique

Voorwaarts au Parlement flamand 52
"*Omgaan met het verleden*" 54
Fédéralisme et réformes de structures: PCB 55
Le Parti social chrétien: histoire et futur 56

Gros plan

Commission d'Etude des Biens juifs: rapport final 58

Documentation

Catalogue de "*Obersalzberg - Orts- und Zeitgeschichte*" 61
Les "Bénévoles" du CEGES 63

Dossier:

Enfants de résistant ou de collaborateur: Grandir sans père ou mère

N° 37 / Printemps 2002

2002, une bonne année ?

Le Bulletin que vous allez lire témoigne d'une activité soutenue du CEGES et annonce une année 2002 dynamique et bourrée de projets. Nos "fidèles" noteront la multiplication des manifestations scientifiques auxquelles les chercheurs du Centre ont prêté leur concours, fruit d'un accroissement sensible des projets financés par les SSTC ainsi que des sponsors extérieurs. Ils remarqueront également les accroissements sensibles de nos collections et le perfectionnement continu de notre système informatique et de sa vedette, le logiciel Pallas que d'autres institutions ont décidé d'adopter.

A cela s'ajoutent des publications, en Belgique et à l'étranger, qui portent au loin les résultats de nos travaux. Nous ne rappellerons que pour mémoire la bataille gagnée, grâce au soutien extraordinaire que vous nous avez apporté l'an dernier pour assurer, en 2003 au plus tôt, le transfert du Centre dans les locaux rénovés du Square de l'Aviation.

Nous aurions donc tout lieu de nous réjouir.

Malheureusement, des plans hasardeux viennent porter ombrage à ce bilan satisfaisant, indépendamment de toute réalisation de notre mission de service public, indépendamment de toute satisfaction de ce même public et des objectifs scientifiques assignés à nos institutions fédérales de recherche.

Les restrictions budgétaires annoncées constituent évidemment un premier danger. Disons qu'elles sont récurrentes. Mais l'année entamée porte en elle un bouleversement autrement porteur de dangers. Les Etablissements scientifiques fédéraux jouissent depuis une dizaine d'années d'une organisation relevant de l'autonomie de gestion appuyée sur une administration propre à l'identité forte et spécifique: les Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles (SSTC). Celle-ci est directement menacée par la "révolution copernicienne" conduite par des "consultants" privés qui n'ont du service public et encore plus de la recherche qu'une idée que nous qualifierons par euphémisme de "superficielle".

C'est le secrétaire général des SSTC, Eric Beka, qui le relevait dans son message de nouvel an, en présence des Ministres concernés:

"...on ne peut pas dire que les deux années de révolution copernicienne qui s'achèvent ont conduit à un mieux dans la fonction publique fédérale. Rarement, celle-ci a connu un tel degré de démotivation. Certes, les 'spécialistes' nous affirment que, dans tout cycle du changement, il faut passer par une phase de dépression et que nous serions aujourd'hui à la fin de cette phase et prêts, avec l'arrivée des nouveaux 'top-managers', à nous positionner dans une période ascendante d'amélioration de la

qualité de nos services et de nos performances.

J'estime qu'ils oublient un peu vite que, pour moderniser toute organisation, il ne suffit pas de 'décréter' et de bouleverser les structures et les hommes et les femmes qui les dirigent. Il y a aussi (...) nécessité de gérer autrement les ressources humaines et nécessité de motiver les différentes catégories d'agents à la définition et à la réalisation des objectifs de la modernisation.

Or, sur ces plans-là, de nouvelles réglementations vont venir, brutalement et sans concertation, s'ajouter aux précédentes sans nécessairement les abroger ou les simplifier. Il ne faudrait pas après avoir désorganisé la structure de l'Administration fédérale que l'on en arrive à constater son incapacité à gérer le changement dans un contexte rendu trop rigide par un excès de procédures de contrôle et d'évaluation..."

Devant les menaces de tous ordres qui visent la recherche fédérale et les Institutions qui la portent, à la demande du ministre de tutelle, les directeurs des Etablissements fédéraux et les SSTC ont élaboré un Livre Blanc, intitulé Horizon 2005, qui définit avec clarté et audace les projets et besoins des Etablissements fédéraux, dans une perspective modernisatrice pensée par les hommes et les femmes qui mènent sur le terrain ce combat à valeur humaniste, scientifique et universelle, dans la connaissance des matières traitées et des besoins publics. Ce livre blanc doit servir de base à une réflexion et à des décisions gouvernementales qui s'avèreront décisives pour l'avenir.

Il ne faudrait pas que cet Horizon 2005 soit celui de la ruine du patrimoine exceptionnel que représentent nos institutions, sacrifiées aux calculs étroits et incompetents des chevaliers du "management" roi.

José Gotovitch
Directeur
Février 2002

In memoriam

François Bedarida, fondateur et premier directeur de l'Institut d'Histoire du Temps présent, est mort le 16 septembre 2001.

S'il s'était fait connaître par ses travaux sur la société anglaise, c'est l'histoire de la Résistance et de la guerre qui l'avait porté au premier plan de la recherche et de la notoriété scientifique. Il avait donné à l'histoire de la Résistance une base théorique à laquelle chacun faisait appel pour aborder le thème et dirigé plusieurs grandes entreprises éditoriales consacrées à la période. Homme engagé, il consacra de nombreuses réflexions à la responsabilité sociale de l'historien.

Succédant à Henri Michel dans des conditions difficiles, il avait donné dès le départ au tout nouvel IHTP, créé en 1978, un lustre et une renommée tant nationale qu'internationale. Il fut aussi un très habile et efficace secrétaire général du Comité international des Sciences historiques. Il appuya de sa personnalité et de son entregent les débuts de l'histoire orale en France.

Nous voudrions souligner ici que François Bedarida fut dès le départ un ami attentif pour notre Centre. Dépourvu de la condescendance fréquemment témoignée à Paris envers les "petits Belges", il veilla à nous faire participer à toutes les grandes initiatives prises par son Institut et accepta d'épauler de sa présence nos propres colloques et journées d'études.

Nous répétons ici à Madame Renée Bedarida, elle-même spécialiste de l'histoire de *Témoignage chrétien*, nos condoléances émues et toute notre sympathie.

José Gotovitch

Archives

Les acquisitions

Au cours de l'année académique 2000-2001 ont été acquis 60 nouveaux fonds d'archives et 241 nouveaux journaux personnels et manuscrits. Tous peuvent être retrouvés sur le site www.cegesoma.be (voir "catalogue gén."). Que tous les donateurs et déposants en soient chaleureusement remerciés.

Pour ce qui a trait aux fonds d'archives, le plus grand nombre (presque la moitié) proviennent, comme de coutume, de personnes privées; une dizaine ont été formés par des institutions/organisations officielles et un nombre équivalent constituent des collections de documents. Par ailleurs, des fonds isolés émanent de structures militaires belges, d'instances d'occupation allemandes, d'organisations non officielles et d'archives étrangères. On remarquera en outre que l'extension de la période couverte par le CEGES apparaît aussi de manière toujours plus évidente dans les collections d'archives.

Quelques acquisitions méritent qu'on s'y arrête, en particulier parmi celles issues de la belle moisson des archives privées.

De la famille, nous avons reçu l'autorisation de microfilmer une partie des archives du secrétaire général des Affaires étrangères **Fernand Van Langenhove**. Ces documents consistent en des classeurs plus ou moins structurés par ordre chronologique, comprenant des projets de mémoires et d'autres travaux commencés après sa carrière; entre et au dos de ces pièces se trouvent des documents d'époque. Tout cela jette un éclairage neuf sur l'environnement d'un haut diplo-

mate et sur la politique étrangère belge à l'époque du second conflit mondial et de la guerre froide (mic 207 et AA 1691).

De la veuve d'**Edouard Pilaet**, une des figures majeures de la résistance lors de la libération d'Anvers, nous avons reçu une dizaine de dossiers qui concernent aussi la problématique d'après-guerre relative à ce sujet (AA 1710).

La veuve d'**Alphonse Escrinier** nous a offert ses archives en rapport avec la ligne d'évasion Eva et le secteur UZH du service de renseignement et d'action clandestin Portemine/Zéro (AA 1742).

Les documents **Catherine Salomon**, évoquant sa vie et celle de sa famille sous l'occupation, fournissent un témoignage poignant sur l'antisémitisme et la persécution des Juifs (AA 1738).

Après nous avoir transmis ses archives concernant le Congo, **Jean Van Lierde** a fait de même avec ses volumineuses archives relatives au service civil, aux objecteurs de conscience et au mouvement pour la paix (Confédération du Service civil de la Jeunesse, *War Resisters International*, Mouvement international de la Réconciliation). Le fonds est incontournable pour l'étude de cette matière dans la Belgique d'après-guerre (AA 1726).

Comme on le sait, depuis une période récente, le Centre accorde aussi son attention aux archives personnelles en rapport avec la Pre-

SECRET

January 10th, 1955.

Dr. Hale T. Shenefield,
Office of Trade, Investment &
Secretary Affairs,
Foreign Operations Administration,
800 Connecticut Avenue, N.W.,
Washington 25, D.C.

Dear Mr. Shenefield:

I am happy to confirm certain points which I outlined to you during the conversations which I have had the pleasure to have with you on December 7th, 8th and 9th last, in the presence of Mr. Wise; and, in part, in the presence of Mr. Minister Thorne and Mr. Coleman, after your visit with Monsieur le Ministre Buissonet, December 9th.

The observations which follow constitute, in an integrated plan, the recommendations which I intend to make to the Minister of Colonies at such time as conditions outside Belgium seem favorable to assure their realization.

The Minister has already been informed of these recommendations and is favorably disposed to them in principle. Certain of these recommendations would require only the Minister's agreement after appropriate consultation with the career service in the Ministry of Colonies, including the Administrateur General des Colonies and the Governor General of the Belgian Congo; others will require the action of the Belgian Parliament which can only take place after consultation with the Ministers of the present Government. To insure clarity, we will describe the recommendations of this plan in systematic order.

- 1) Various studies lead us to believe that the Belgian Congo in the immediate years ahead can achieve a greatly expanded economic development. Belgian responsibilities for the native population demand that we proceed with economic development which will result in an expanded internal market, promote social progress and, consequently, the essentials of democratic life.
- 2) Since the Belgian Congo is, commercially speaking, governed by the "open door policy", we desire to realize this economic development in collaboration with, or better still, in association with private capital of various nations of the free world, once the formula for association has been found in the economic domain. In our opinion, economic collaboration with the United States seems desirable to us since American capital and technical help are important to assure the success of our objectives.
- 3) This evolution should be organized by an "Office for Economic Development" a State Institution having the following objectives :
 - a) To raise and supervise the use of Belgian and foreign capital which may be persuaded to invest in the programs planned in the Belgian Congo.

- 1 -

V. Darchambeau, Cabinet du ministre des Colonies à l'Office américain du Commerce: la collaboration économique avec les Etats-Unis au Congo est primordiale pour le monde libre.

(CEGES, Archives Van Langenhove)

20. MAI 1942

ARBEIDSAMBT ANTWERPEN

Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg

Lange Nieuwstraat 70/72 Antwerpen Tel. 319 75 P.C.R. 4001 33

A/I590/VH/WH 8.5.42

Uittreksel uit het verslag van Chr. BaetensBetreft: Propaganda - Werving voor de Mijnen

Bezoek aan AA Hasselt op 27 April - Bezoek aan koolmijn Houthalen.

Waren aanwezig; HH. Treunen en Schmaepen van AA Hasselt
 HH. Aernaerts (dienst aanwerving)
 Deltarne (Bestuurder der mijn Houthalen)

Het volgende werd vastgesteld:

In de "cité" der mijn is één blokwoning (2 woningen) volledig ingericht om als logement gebruikt te worden voor 12 à 15 personen. Deze zouden zich dan in groep moeten melden (voor het AA Turnhout) zoodat alles in éénmaal volzet is; dit om onnodige kosten voor de mijn te besparen. Desgevallend kunnen meerdere zulke woningen ter beschikking gesteld worden.

Voordeelen inzake rantsoeneering:

Bijrantsoenen: 5 broodzegels, 9 margarinezegels, 4 vleeschzegels per 3 gewerkte dagen (alle veertien dagen uitgereikt).
 2 rantsoenen soep per dag (3/4 liter) aan 2 fr. per rantsoen. (Hier is zelfe mogelijkheid om voor het gezin soep uit te halen).
 Aardappelen gewoon rantsoen (voor het gansche gezin) mits voorlegging der zegels.
Extra's (speciale zegels) per gewerkte dag en uitgerekend in natura.

Ondergrond

1 vetzegel (20 gr)
 1 vleeschzegel (60 gr)
 1 broodzegel (175 gr)

Bovengrond

1 vetzegel (10 gr)
 1 vleeschzegel (17½)
 1 broodzegel (35 gr)

(als basis wordt hiervoor genomen het aantal werkdagen der vorige maand)

Tabakbedeeling: op basis van 5 gram per gewerkte dag; bij aanwezigheid der volle zes dagen eener week extra bijpassing van 10 gr per dag (dit is tabak, sigaren, sigaretten, of roltabak).

Het inwonen wordt overal bezorgd aan 10 fr. per avond (dat is koffie inbegrepen voor 's morgens, verder wordt de bereiding van zijn voedsel gratis verzekerd alsook het ophalen zijner rantsoeneering en hiervoor betaalt hij de gewone vastgestelde prijzen.

*L'avantage de travailler dans les mines.**(CEGES, Archives Arbeidsamt Lier)*

mière Guerre mondiale. Ainsi, nous avons acquis une partie des papiers du lieutenant de réserve **Emile Vervloet** concernant le 1^{er} Grenadiers à l'Yser, sa visite de propagande aux *USA* en 1919 avec le détachement belge auprès du *Liberty Loan Committee*, et la vie des associations d'anciens combattants (AA 1698). Des archives de la famille **Audenaerde-Vanderlinden** sont parvenus à nouveau des documents concernant entre autres la détention comme prisonnier politique pendant la 1^{ère} Guerre mondiale et la vie quotidienne dans l'entre-deux-guerres (AA 1713).

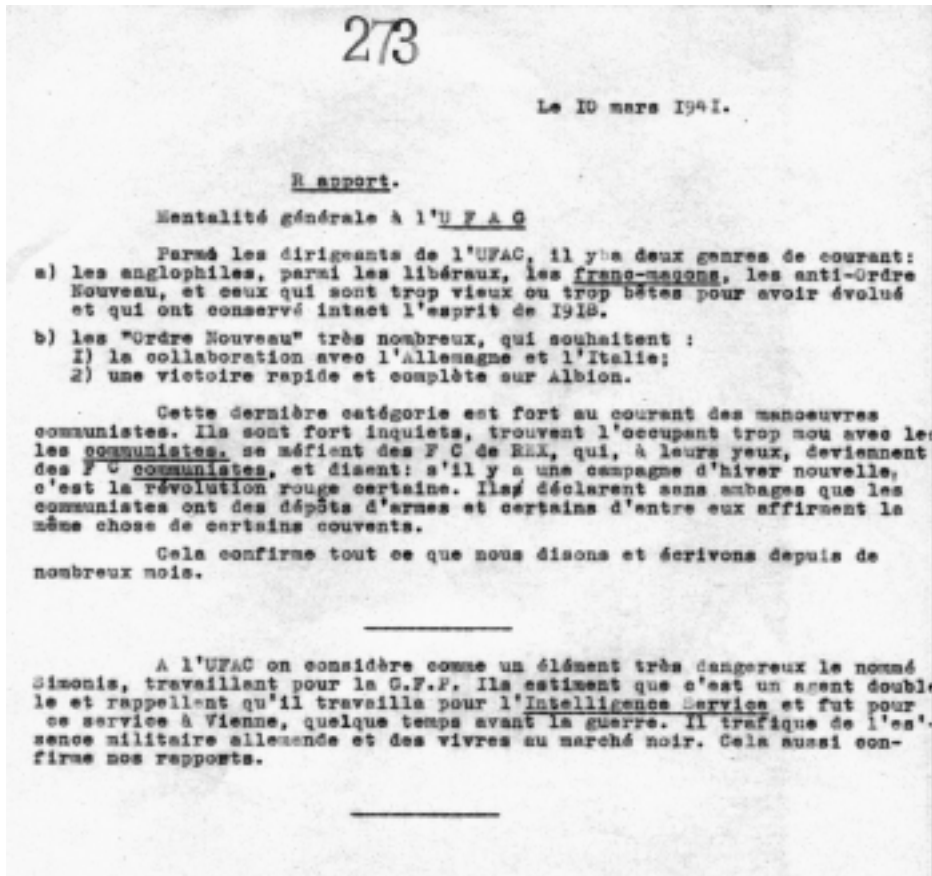
Enfin, dans les plus petits fonds personnels, sont surtout abordés les thèmes de

la résistance et de la captivité de guerre.

Qu'en est-il dans les autres groupes d'archives ?

Le dossier d'enquête du **US War Crimes Group, European Command** fournit des précisions pénibles sur la capture et l'assassinat de huit aviateurs américains par des collaborateurs et des Allemands près de Chimay en avril 1944 (AA 1696) (*groupe Autorités alliées*).

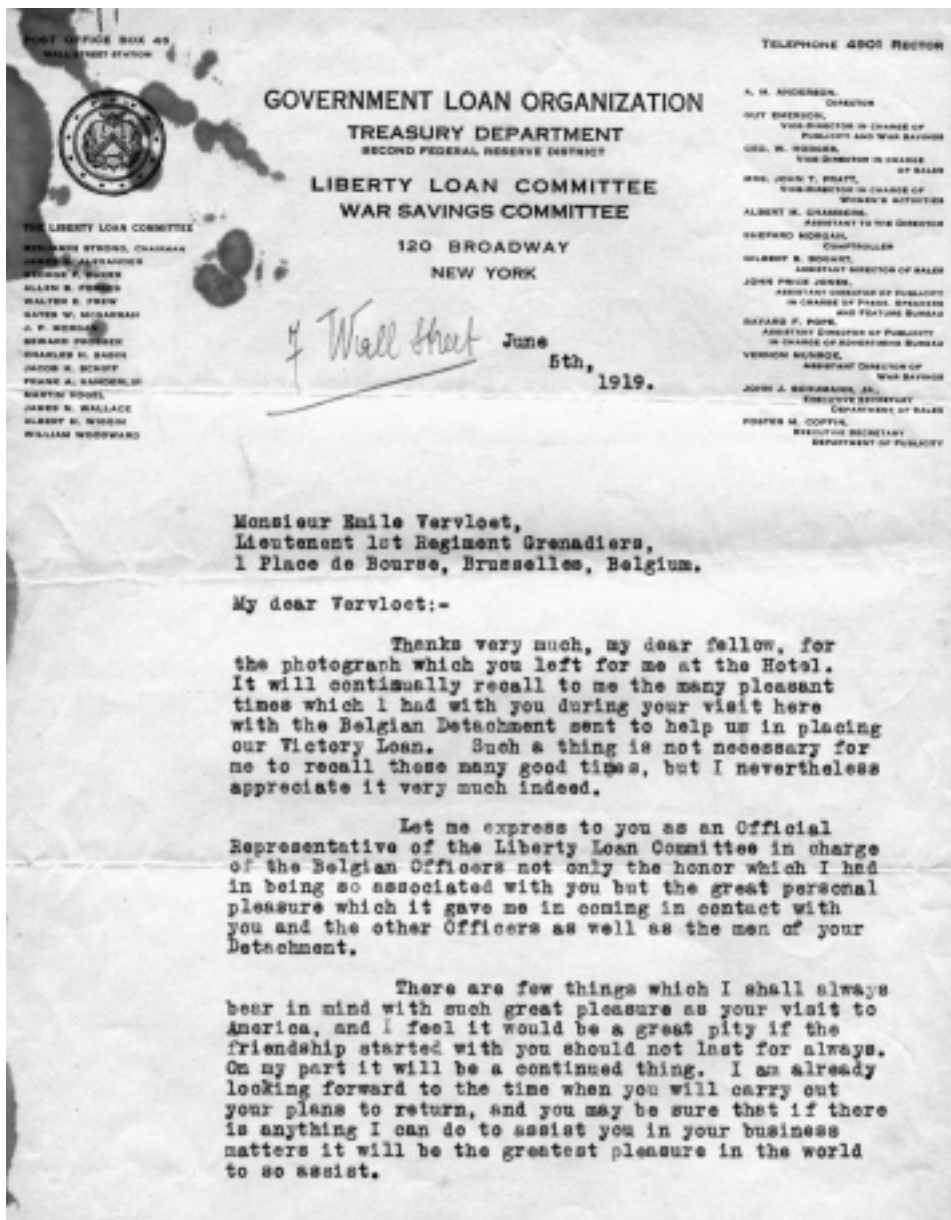
Notons une acquisition importante dans le *groupe Institutions officielles*: les archives 1940-1944 de l'**Office du Travail de Lier**



Rapport de renseignements: l'Union des Fraternelles de l'Armée de Terre et l'Ordre nouveau. (CEGES, Archives Sipo-SD, Bruxelles)

(une mise en dépôt des AGR). Les Offices du Travail dépendaient de l'Office national du Travail qui ressortissait du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale (AA 1729).

Citons encore des dépôts des AGR: une partie des archives des **Centrales de l'Alimentation** et un fonds du ministère des Affaires économiques relatif aux produits comestibles sous l'occupation (AA 1734).



La Belgique envoie ses fils: remerciements au lieutenant Vervloet pour son action dans le succès du "Prêt de la Liberté" américain.

(CEGES, Archives Vervloet)

Le groupe *Organisations / Institutions d'intérêt général* s'est enrichi de l'important fonds d'archives de l'**Association des Cais- ses d'Allocations familiales**, instructif sur l'histoire de la naissance des allocations familiales (AA 1716).

Dans le groupe *Militärbefehlshaber*, on trouve un curieux dossier de la **Sipo-SD de Bruxelles**, consistant en des rapports politiques confidentiels concernant des personnes et des organisations, probablement œuvre de Luis Mercader, délégué de la Phalange à Bruxelles (AA 1688).

Pour ce qui est du groupe *Collections de documents*, il convient de mentionner que les dossiers de correspondance entre le secrétariat du CEGES et des témoins de mai 1940 et de l'exode sont désormais consultables; ceux-ci paraissent surtout intéressants pour l'éventuelle relecture des événements après la guerre (AA 1711 et 1712).

D'un tout autre ordre, est la petite mais précieuse collection de documents d'André Moyen concernant l'anticommunisme en Belgique avant la guerre (AA 1728).

Dans les *séries d'archives étrangères*, ont été acquis des comptes rendus sur la situation dans le Nord / Pas-de-Calais en 1939-1940 en provenance de la **Préfecture du Nord**, où il est aussi question de la Belgique (mic 118). Du plus haut intérêt sont les dossiers personnels d'espions allemands et autres infiltrés en Grande-Bretagne, qui ont aussi été actifs en Belgique ou qui ont transité par notre pays, dossiers confectionnés par le **MII5** et microfilmés pour nous par le *Public Record Office* (mic 205). Il s'agit ici de matériel secret récemment déclassifié.

Par ailleurs, comme mentionné plus haut, 241 journaux personnels et manuscrits ont,

cette année, complété nos collections. Une telle moisson s'explique, en grande partie, par l'acquisition, en septembre 2000, de la transcription de 185 témoignages oraux réunis par le Niçois Michel El Baze en 150 'récits de vie' (AB 1754 à 1903). De 1981 à 1995, cet ancien pied-noir d'origine juive marqué par la Seconde Guerre mondiale et celle d'Algérie, a en effet collecté les souvenirs d'acteurs de ces conflits, mais aussi de la Grande Guerre et de celle d'Indochine (voir évocation de l'entreprise et résumés des textes en AB 1753). Les 17.806 pages ainsi rassemblées font surtout la part belle à la Seconde Guerre mondiale (165 témoins s'y réfèrent), mais on y trouve aussi 26 évocations du premier conflit, 25 de la guerre d'Indochine et 15 de celle d'Algérie. Pour ce qui a trait à la guerre 1940-1945, l'accent est surtout mis sur la résistance (66 cas), la captivité (27 cas), les évasions (21 cas) et la déportation (18 cas). Presque tous français, les témoins interrogés sont aussi, dans 83 % des cas, des militaires. Enfin, on ne s'étonnera pas que les événements relatés aient surtout trait au département des Alpes maritimes, et, dans une moindre mesure, à la France coloniale, en particulier à l'Algérie.

La collection des journaux personnels et manuscrits a aussi bénéficié cette année de l'apport de quelques dizaines de textes en provenance de dossiers administratifs ou de fonds d'archives. Cette intégration de documents parvenus le plus souvent au Centre dans les années 70 fausse évidemment les statistiques. Les préoccupations de cette époque se retrouvent dans les thèmes abordés, qui concernent le plus souvent la Seconde Guerre mondiale : la campagne des 18 jours vient en tête (13 cas ½), devant la résistance (13 cas), l'exode (11 cas), les Belges en France (9 cas ½), la collaboration/

épuration (8 cas ½), les prisonniers de guerre (8 cas) et les Belges en Grande-Bretagne (7 cas). Malgré le poids toujours prépondérant de la dernière guerre, on note cependant avec satisfaction le nombre croissant de journaux personnels qui ne concernent pas cette période (11 cas). Un petit regret tout de même: que seuls quatre d'entre eux traitent de la Première Guerre mondiale. Avis donc aux généreux donateurs !

Parmi ces divers documents, on attirera surtout l'attention sur les mémoires du haut fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères, Fernand Van Langenhove (AB 1923-1925), qui couvrent de manière incomplète les années 1926-1980 et qu'il faut mettre en relation avec ses archives (voir plus haut). En dehors de ces mémoires, d'un volumineux journal relatif à la vie quotidienne d'une Anversoise durant la Première Guerre mondiale (AB 1961) et d'une longue lettre fournissant des renseignements très précis sur l'état d'esprit des Sarrois au moment du rattachement de la Sarre à l'Allemagne (AB 1976), les manuscrits à notre avis les plus dignes d'intérêt, se rapportent tous à la Seconde Guerre mondiale. Citons pêle-mêle des extraits de notes prises par Hubert Pierlot entre novembre 1939 et mai 1940 (AB 1944), un petit historique de l'Office des Approvisionnements, 1939-1940 (AB 1942), le journal de mai 1940 d'un membre de la Commission provinciale du Brabant de la protection des œuvres d'art en cas de guerre (AB 1965), des notes prises en septembre 1940 lors d'une réunion rassemblant diverses personnalités de la droite autoritaire (AB 2002), un rapport de mai 1941 du commissaire d'arrondissement, Pierre Derriks, relatif à l'état d'esprit dans le Limbourg (AB 1976), l'historique du réseau

de renseignements Brave-Bravery (AB 1932), les mémoires d'un agent de renseignements passé au service de l'*Abwehr* (AB1921), le témoignage de la résistance syndicale dans une entreprise anversoise, la *Mercantile Marine Engineering* (AB 1952), l'histoire revisitée par son fils du procès du bourgmestre rexiste de Fleurus (AB 1941), et la réaction de Wim Geldof à l'ouvrage de Lieven Saerens sur Anvers et ses Juifs (AB 1978).

En ce qui concerne le rayonnement de nos fonds d'archives, il est naturellement agréable de pouvoir signaler qu'outre des chercheurs, des étudiants et des médias, le monde de la politique a aussi, l'année écoulée, fait amplement usage des documents du CEGES. Ainsi, les experts de la commission parlementaire Lumumba ont accordé une attention particulière aux archives Edouard Pilaet relatives au Congo et à la fameuse opération "liquidation de Congo-meuble" (préparation d'un attentat contre Lumumba). La conférence de presse tenue à l'occasion de la remise de la seconde partie des archives de Jean Van Lierde et de l'achèvement de l'inventaire de ses archives sur le Congo – la parution est prévue pour 2002 – a donné une nouvelle fois l'occasion aux journalistes d'interviewer Van Lierde sur ses contacts avec Lumumba.

Enfin, il va de soi que l'opération visant à l'accès détaillé à nos fonds se poursuit et se reflète sur notre site internet. Une chercheuse temporaire a en outre été engagée pour accélérer l'introduction des listes et inventaires existants dans notre base de données *Pallas* (à consulter via le site *internet* mentionné plus haut). Un atout de plus pour le service public scientifique.

Dirk Martin & Fabrice Maerten

Microfilmage de journaux et de revues

En mars 2001 a démarré un projet commun à la Bibliothèque royale et au CEGES de copie de journaux et de revues sur microfilm. Cette opération poursuit trois buts. Le premier, la conservation: les originaux, qui pendant et au lendemain de la guerre ont souvent été imprimés sur du papier de qualité douteuse ne doivent plus être consultés, et donc ne courent plus le risque d'être détériorés ou soumis à dégradation. Un deuxième avantage est le gain de place: les originaux peuvent être rangés et stockés dans un moindre espace. Un troisième avantage est l'extension des collections. La Bibliothèque royale et le

CEGES ont recours aux collections du partenaire pour, dans la mesure du possible, combler les vides dans les séries de chaque institution. En outre, des titres ont été échangés. Techniquement, les microfilms sont réalisés par la Bibliothèque royale. La bibliothèque du CEGES reçoit une copie de chaque film. A l'heure actuelle, 37 titres ont été filmés. Les microfilms sont directement accessibles à la recherche via *Pallas*, de telle manière que le lecteur puisse retrouver titre et lieu de conservation via les terminaux de la salle de lecture ou via le site *internet* www.cegesoma.be, Catalogue gén.

Dirk Luyten

Nouveaux collègues

Florence Degand (17.02.1977) est arrivée au Centre le 1er octobre 2001 pour une durée d'un an en tant qu'attachée. Licenciée en Histoire et diplômée en sciences du livre – section bibliothécaire de l'UCL, elle est chargée de l'intégration des listes et des inventaires d'archives dans *Pallas*, moteur de recherche du Centre sur internet.

Frank Caestecker (29.06.1960), licencié en Histoire de l'Université de Gand, prolonge son cursus universitaire en étudiant pendant plusieurs années à Varsovie, à Florence et aux Etats-Unis. En 1994, il défend avec succès sa thèse de doctorat qui a pour sujet "*Alien Policy in Belgium, 1830-1940. The Creation of Guest Workers, Refugees and Illegal Aliens*". Son expérience professionnelle est variée. Il passe du Musée d'Art moderne de Bruxelles au Haut Commissariat aux Réfugiés, de la *Vrije Universiteit Brussel* au *Vlaams Centrum Integratie Migranten Brussel*, et par bien d'autres endroits encore. Auteur de nombreuses publications concernant principalement les phénomènes de migration, il a rejoint le CEGES le 1^{er} février 2002 pour un mandat de recherche de quatre ans portant sur "L'analyse de la politique belge d'expulsion (1875-1975) et, en particulier, sur l'influence des deux guerres mondiales sur le phénomène".

Archives audiovisuelles

Photothèque: Acquisitions

Le CEGES vient d'acheter une **importante collection privée** composée en tout de 771 photos. Celle-ci provient **d'un soldat allemand** qui a séjourné, de 1940 à 1943, dans différents lieux de Belgique. Cette collection est pour deux raisons de grande valeur: d'une part, elle donne une image authentique - sans aucune intention

de propagande - de la vie quotidienne d'une unité militaire allemande dans notre pays, et, d'autre part, elle nous permet de découvrir à travers la mémoire visuelle et personnelle d'un simple soldat allemand ce qui l'a profondément touché dans nos contrées.

Ci-dessous l'inventaire de cette collection.

Photos non datées

Numéro de série	Sujet	Nombre de photos
839/16/1	Alost	1
2	Blankenberge	19
3	Bruges	15
4	Gentbrugge	1
5	Ledeberg	2
6	Melle	3
7	Overmere-Donk	3
8	Matériel de guerre belge capturé	7
9	Soldats allemands pendant la pause de midi	7
10	Transport des troupes par train	7
11	Réservoirs d'essence en feu	3
12	Distribution des distinctions	4
13	Vues et scènes de rue non localisées	30
13/1	Cimetières et tombes	23
13/2	Photos de soldats allemands	85
13/3	Varia	27

Photos datées

A) 1940

839/16/14	Deinze (27 décembre)	1
15	Termonde (23 septembre)	16
17	Gand. Exposition d'art (13 juillet)	2
18	Gand. La vie dans un quartier de soldats (le séminaire) (juill.-oct.)	13
19	Lokeren (7 octobre)	2

B) 1941

839/16/20	Bruxelles. Relève de la garde allemande devant le Palais royal de Laeken (10 avril)	3
21	Bruxelles. Le port de Bruxelles (10 avril)	3
22	Bruxelles. Vues et scènes de rue (1941)	10



*En juin 1940, une cantine, installée sur la petite place devant le théâtre municipal brugeois, attire un grand nombre de soldats allemands et de Brugeois affamés.
(Collection CEGES)*



*Dans les environs de Gand: deux militaires allemands admirent, en mars 1941, le rudimentaire "abri public".
(Collection CEGES)*

23	Bruxelles. Les Palais du Heysel (1941)	7
24	Bruxelles. Défilé de la Garde flamande (1941)	5
25	Bruxelles. Départ des troupes allemandes du Collège Saint-Michel (1941)	7
26	Bruxelles. Prisonniers militaires français dans l'école des Cadets de Laeken (1941)	1
27	Bruxelles. Officiers allemands dans l'école des Cadets de Laeken (1941)	2
27/1	Geel (?). Kermesse (25 août)	2
28	Gand. Vues et scènes de rue (mars-juin)	65
29	Gand. Quartier de La Coupure (avril-juin)	6
30	Gand. Célébration du <i>Führers Geburtstag</i> (avril)	10
31	Gand. Parc communal (mars-juin)	?
32	Gand. La vie dans un quartier de soldats (le séminaire) (23 mai)	15
33	Courtrai. Vues et scènes de rue (1941)	26
34	Courtrai. Soldats allemands qui fêtent Noël (déc.)	18
35	Lokeren (9-13 avril)	6
36	Oostakker (20 avril)	2
37	Canal Gand - Terneuzen (avril-mai)	8
38	Canal Gand-Bruges (13 avril)	6
39	Maisons le long de la route Anvers-Maria-ter-Heide (16 avril)	3
40	Arrêt le long d'un canal (24 mai)	5
41	Promenade le long de la Lys (24 mai)	3
42	Départs de soldats allemands (28 mai)	9
43	Idem (28 décembre)	12

C) 1942

839/16/44	Dinant. Vues et scènes de rue (février)	31
45	Dinant. Troupes allemandes (février)	17
46	Bivouac sur le Mont-de-l'Enclus (juillet)	43
47	Knocke. Vues et scènes de rue (mars-avril)	16
48	Knocke. Troupes allemandes (mars-avril)	8
49	Courtrai. Vues et scènes de rue (juillet)	6
50	Courtrai. Soldats allemands au repos dans le <i>Soldatenheim</i> (3 juillet)	10
51	Roulers. Kermesse (juillet)	3
52	Roulers. Vues et scènes de rue (juillet)	6
53	Roulers. Le long du canal (juillet)	5
54	Rumbeke (juin)	13
55	Soldats allemands et épluchage de pommes de terre (10 mai)	3
56	Départ le long d'un canal (13 mai)	5
57	Démission du <i>Hauptmann</i> Janson (28 mai)	12
58	Fêtes de Noël	4

D) 1943

839/16/59	Soldats allemands avec du muguet (17 avril)	3
60	Soldats allemands dans un camp sous tentes (8 juillet)	27
61	Soldats allemands en marche (23 juillet)	6
62	Inspection des armes (août)	12
63	Sur la Lys	2

Nous remercions vivement le **chevalier Raynier van Outryve d'Ydewalle**, de Beernem, pour son aimable prêt de quarante photos exceptionnelles sur Léon Degrelle et le rexisme dans les années trente. Ces documents photographiques ont été scannés et pourront désormais être visualisés sur notre site

Internet (www.cegesoma.be, Catalogue gén.).

Nous avons également reçu des photos intéressantes sur la 1ère Guerre mondiale, de **Jacques Drouart** et **Emmanuel Debruynne**, et sur le *Groupe G* (secteur Ath), de **Fabrice Maerten**.

Frans Selleslagh



*Durant l'été 1942, civils endimanchés et Allemands en uniforme impeccable se promènent le long des attractions foraines à Roeselaere.
(Collection CEGES)*

Mandat de recherche reconduit

Bénédicte Rochet a entamé sa troisième année de recherche au CEGES sur "L'Administration belge de 1940 à 1945: refuge et berceau de modernisation ?".

Bibliothèque

Evolution des collections:

Au cours de l'année écoulée, la bibliothèque a pu procéder à l'achat de 916 ouvrages récents, le présent dénombrement ayant été arrêté à la date du 1^{er} décembre 2001.

Faut-il le dire, les études ayant directement trait au second conflit mondial sont à présent devenues minoritaires: elles ne concernent plus 'que' 326 titres, même si différents travaux peuvent encore se rattacher plus ou moins à cette époque de l'histoire, qu'il s'agisse du franquisme et de la guerre d'Espagne, du *Komintern* ou des extrêmes droites européennes. Il faut noter que dans cet ensemble, la part des travaux en provenance d'outre-Rhin, a subi une hausse sensible. Nous avons en effet accordé une attention toute particulière aux dernières productions de l'historiographie allemande concernant la violence sociétale en général et la criminalité de guerre en particulier. Est-il

besoin de préciser que cet intérêt n'est pas le fruit du hasard: il a été stimulé par la présence en nos murs d'une équipe de jeunes chercheurs qui s'attachent à réévaluer l'impact des conflits sur la société civile au niveau de leurs retombées (dites) périphériques (délits de droit commun, prostitution, violences politiques, etc...).

Pour le reste, si nous n'avons plus eu la bonne fortune d'intégrer dans nos collections des ensembles livresques aussi massifs que naguère – hormis les pièces encore récoltées dans la bibliothèque personnelle de Jean Van Lierde – notre équipe s'est trouvée heureusement complétée par l'arrivée de Max Adelsdorfer, engagé pour un contrat d'un an comme documentaliste. Il a réussi en peu de temps à fournir une aide appréciable à Hilde Keppens pour la numérotation et le classement des livres en question.

Alain Colignon

Chantal Kesteloot et Dirk Luyten,
tous deux chercheurs au CEGES, ont été promus
au rang de premier assistant.

L'administration belge de 1940 à 1945

“Refuge et berceau de modernisation ?”

Depuis l'apparition du capitalisme, le libéralisme économique était de mise, seuls les jeux de l'offre et de la demande déterminaient les facteurs économiques et l'Etat ne s'en préoccupait guère. Mais les données du jeu vont se modifier fin des années 20, début des années 30. La crise économique qui déstabilise le monde et les nombreuses revendications sociales poussent l'Etat belge à redéfinir son rôle vis-à-vis de la société et à se convertir en un Etat interventionniste. Cette intervention grandissante implique non seulement une expansion de l'administration, au niveau des services et du personnel, mais aussi une nouvelle conception de sa politique et de ses méthodes. Partant, des organismes de concertation entre travailleurs et employeurs sont inaugurés sous l'égide de l'administration. Mais ce n'est encore qu'une première approche aux résultats peu concrets, cette concertation n'étant pas officiellement institutionnalisée. L'objet de la recherche, élaborée sous les auspices du CEGES et des SSTC depuis octobre 1999, est de déterminer l'impact de la 2ème Guerre mondiale dans cette mouvance dirigiste de l'Etat, dans la modernisation de la pratique administrative et la mise en place de l'organisation économique et sociale de l'après-guerre. Il ne s'agit pas d'aborder les politiques ou les systèmes économiques et sociaux de la guerre et de l'après-guerre mais plutôt d'analyser l'élaboration et la gestion de ces politiques par l'administration centrale.

L'occupation allemande amène la suppression des instances de concertation entre employeurs et travailleurs. Dorénavant, les conditions de travail, les salaires, les prix, l'organisation industrielle, ... sont gérés par l'Etat, plus exactement par des services administratifs d'ordre nouveau. Le paysage administratif se modifie: une énorme bureaucratie supplémentaire se met en place et les nouvelles recrues amènent avec elles des conceptions socio-économiques modernes. Celles-ci donnent lieu à de nombreuses réflexions et études sur les politiques étatiques à adopter au sein des services d'étude des départements mais aussi dans les réseaux d'études extraministériels, dans les milieux industriels et académiques. L'administration belge veut renforcer la coordination et la planification de la politique gouvernementale: obtenir UNE seule politique afin d'éviter les conflits de compétences, les directives qui se contredisent. L'unification et la simplification des lois, des règlements et des méthodes administratives doivent faciliter la gestion et le contrôle de cette politique. L'administration a besoin de développer sa politique sur des bases scientifiques précises, imprégnées des nouvelles théories économiques et sociales. Elle doit recruter un personnel qualifié et faire appel aux interventions extérieures comme les Universités qui ont une influence déterminante.

Elaborer la politique est une chose, encore faut-il l'appliquer et veiller au respect de

son exécution par la société belge. Cette étude se concentre sur la politique des prix et salaires, deux éléments déterminants dans la vie quotidienne de la population qui mobilisent de tout temps la société. Souvent étudié au niveau des chiffres (cfr P. Scholliers), le problème de la fixation des prix et salaires et de leur application n'a pas encore fait l'objet d'une étude approfondie. Cette politique est intéressante car elle implique plusieurs instances administratives, surtout durant la Seconde Guerre: Ministère des Affaires économiques, Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, Ministère des Finances et Ministère de l'Intérieur. Cette multitude de services compétents rend laborieuse la tâche de l'élaboration, de l'exécution et du contrôle de la politique. Les conflits de compétences sont légion entre les services, une *Militärverwaltung* interventionniste et un monde patronal imbu de sa puissance retrouvée. Les théories et politiques diverses foisonnent et les sanctions pour non-application du règlement envahissent les cours et tribunaux.

L'administration de la guerre vit d'une part dans un contexte particulier lié aux circonstances du conflit qui supposent l'adaptation aux contraintes, l'arrivée de nouvelles têtes. Mais, d'autre part, elle n'est pas en totale rupture avec son passé et l'évolution qui s'est ébauchée dans les

années 30. Le rôle d'intervention qui lui a été assigné dans ses rapports avec la société est poursuivi de manière accrue. En 1940, l'absence de contrôle du législatif et l'existence d'un exécutif dont les sommets, les Secrétaires généraux, sont restreints dans leurs prérogatives par la *Militärverwaltung* et par l'application d'une politique du moindre mal, entraînent les services à se libérer des entraves de la hiérarchie. Ceux-ci sont cependant limités par les rouages de contrôle que l'administration s'est imposée: le contrôle budgétaire du Ministère des Finances au sein de l'exécutif, par l'intermédiaire notamment des inspecteurs des Finances, est un véritable instrument de pression face aux nouvelles politiques. Le tout est de déterminer dans quelle mesure cette prise d'autonomie des services a eu lieu et surtout d'évaluer quelles traces celle-ci a laissées après le conflit. En 1944, les instances officielles reprennent leur place, il est nécessaire de remettre de l'ordre dans l'administration: choix des hommes, choix des services et organismes. Il faut réorganiser le tout dans une perspective de rationalisation qui permette la reprise en main rapide d'un monde socio-économique qui inévitablement a changé. L'Etat ne peut plus être autre chose qu'un *Welfare State*, ce qui implique une politique coordonnée, planifiée mais aussi déléguée à de nouvelles instances.

Bénédicte Rochet

Le Comité international d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale bénéficie d'un site *Internet* hébergé par le site de l'Institut d'Histoire du Temps présent (Paris): www.ihtp.cnrs.fr

Services de renseignements belges, 1940-1945

Voici un peu plus d'un an que le projet 'Service de renseignements' a débuté. Au-delà de l'histoire événementielle et organisationnelle de ces services, l'accent est mis sur la recherche du tissu social à l'origine des ces différents services. Qui sont les agents ? De quel milieu socio-économique sont-ils originaires ? Dans quelle mesure ce milieu influence-t-il leurs activités ? La question de la reproduction d'une certaine hiérarchie sociale au sein de celle du réseau, principalement par le biais du recrutement, est elle aussi posée. Les cadres traditionnels, économiques, politiques, culturels ou spirituels, seront-ils ceux des réseaux ? Et quelle sera la place de la femme, ou celle des jeunes gens ? L'engagement de ces personnes est motivé par la défense d'un certain nombre de valeurs. Retrouve-t-on une certaine 'pilarisation' dans le recrutement des différents services, ou le patriotisme suffit-il à rassembler sans distinction l'ensemble des agents ? A son tour, ce patriotisme est-il concurrencé par d'autres valeurs, comme l'anti-fascisme ?



*Service Beagle [1944 ?].
A l'extrême droite, Albert
Toussaint, chef du service.
(Coll. CEGES)*

Pour répondre à ces questions et à bien d'autres encore, nous avons notamment à notre disposition un grand nombre de fonds d'archives, personnels ou issus des organisations résistantes. Mais la plus riche documentation provient très probablement des dossiers de liquidation des Services de Renseignements et d'Action et de leurs agents, déposés au CEGES par la Sûreté de l'Etat. Nous constituons actuellement une importante banque de données sur base d'un large échantillon (20 %) des dossiers personnels de cette collection. Celle-ci permettra une approche quantitative solide du phénomène, qui ne prendra toutefois sa pleine mesure que combinée aux apports plus qualitatifs des autres sources que nous exploitons. Parmi ces dernières, il importe de mentionner les sources orales ainsi que de nombreux journaux personnels.

Une première esquisse de cette approche sociétale des services de renseignements est récemment parue dans le n° 9 des *CHTP* sous le titre "Services de renseignements et société: le cas du réseau Tégala, 1940-1944".

Emmanuel Debruyne

La politique diamantaire allemande pendant la Seconde Guerre mondiale

La politique diamantaire allemande fut inspirée en grande mesure par une importante pénurie en diamants qui régnait dans l'industrie de guerre du *Reich*. Le diamant est la matière première naturelle la plus dure qui soit. Dans ses catégories de moindre qualité, le diamant est donc particulièrement propice au polissage ou au forage dans les industries stratégiques de précision et d'armements. Il existe donc, à côté du commerce de diamants de luxe, un marché pour le diamant industriel qui, grâce à son importance stratégique grandissante, connut un essort remarquable pendant la Seconde Guerre. La pénurie de diamants en Allemagne nazie concernait en premier lieu ce type de diamant. Il va de soi que les alliés, eux aussi, et surtout les Etats-Unis, développèrent un appétit grandissant pour ce produit.

Dans ce cadre, l'étude de l'industrie diamantaire belge en temps de guerre se révèle particulièrement intéressante quand l'on prend en compte le fait que la première société d'extraction diamantifère au monde, la Société internationale forestière et minière du Congo (Forminière), opérait justement

au Congo belge et que son actionnaire principal était l'Etat belge. La distribution de diamants bruts à usage industriel produits par la Forminière, était prise en charge par le cartel monopoliste du diamant sous la tutelle de la société De Beers d'Afrique du Sud. Pour éviter que ce produit stratégique ne tombe aux mains des pays de l'Axe, sa distribution fut soumise au contrôle du gouvernement britannique. Il apparaît ainsi de plus en plus clairement que le gouvernement belge en exil à Londres, en sa qualité d'actionnaire principal du plus grand fournisseur de diamants industriels d'une importance capitale sur le plan stratégique, ne perdait pas de vue l'imminente libération du territoire national, et se trouvait de ce fait dans une position idéale pour défendre les intérêts de l'industrie diamantaire anversoise.

Pendant ce temps, les institutions d'Ordre nouveau instaurées à Anvers tentaient désespérément d'endiguer la décrépitude du secteur en freinant dans la mesure du possible le pillage allemand des réserves diamantaires et la déportation des ouvriers spécialisés vers le *Reich*.

Eric Laureys

Le maintien de l'ordre à Bruxelles pendant les deux guerres mondiales

Avec le livre récent de Sophie de Schaepdrijver (*De Grootte Oorlog. Het koninkrijk België tijdens de Eerste Wereldoorlog*), la Première Guerre mondiale est revenue au centre de l'intérêt des historiens belges. Le renouveau historiographique de cette période a été lancé il y a une bonne dizaine d'années par la création du Centre de Recherche de l'Historial de la Grande Guerre. Par son approche internationale (historiens allemands, anglais et français), il a réussi à créer un courant européen qui tente de présenter une histoire sociale et culturelle de 14-18 écrite en opposition à l'histoire militaire classique qui dominait jusque peu l'historiographie de la Première Guerre mondiale. La recherche réalisée dans le cadre du projet 'Violence, criminalité et guerres: une approche comparée des deux conflits mondiaux' financé par les SSTC est fortement influencée par ce nouveau courant. Néanmoins nous avons tenu à intégrer également la Seconde Guerre mondiale dans ce projet.

La comparaison explicite entre les deux conflits permettra d'une part de constater les continuités dans les préoccupations de l'occupant, dans les réactions de l'administration et dans la mise en place d'un système mixte de surveillance. Et d'autre part, elle permettra d'identifier les différences entre les deux conflits

qui tiennent à la radicalisation du régime d'occupation allemand, aux changements intervenus dans la société belge dans l'entre-deux-guerres et à l'évolution des corps chargés du maintien de l'ordre.

Pendant la Première Guerre mondiale, les autorités allemandes semblent constituer un bloc assez uniforme (même si les études sur le fonctionnement de l'occupation à l'arrière du front sont encore peu nombreuses). A côté de la police militaire qui intervient chaque fois que des soldats sont impliqués, les autorités militaires créent, en 1915, une police des mœurs pour contrôler la prostitution. Du côté de l'Etat belge, les autorités nationales se sont réfugiées au Havre; l'administration provinciale tourne au ralenti; seules les communes assurent une continuité de l'Etat belge dans le quotidien. Dès août 14, les autorités communales de la Ville de Bruxelles assument un rôle de représentation régionale et nationale (cfr la personnalité d'Adolphe Max, l'importance de Bruxelles pour la création du Comité central qui s'appellera ensuite Comité national). Pendant la guerre, seul le Comité national, qui aspire d'une certaine manière à devenir un gouvernement officieux, contestera son autorité. Parmi les quatre vecteurs traditionnels du maintien de l'ordre, la

police communale est la seule à subsister en territoire occupé. Son histoire est “un terrain d’étude quasi vierge”¹, même si on dispose pour Bruxelles d’études sur l’avant-14. A la veille de la guerre, la police communale de Bruxelles est une institution bien établie qui arrive à exercer un contrôle étroit du territoire. Elle est probablement la plus puissante en Belgique. L’armée et la gendarmerie sont retranchées derrière l’Yser et la garde civique est dissolue. Les autorités communales bruxelloises créent cependant de nouvelles unités pour seconder la police communale, à savoir la garde bourgeoise et la garde ouvrière. Le corps des pompiers est également intégré dans des tâches de surveillance.

Durant la Seconde Guerre mondiale, le nombre des acteurs est beaucoup plus important à tous les niveaux. Certes le *Militärbefehlshaber* est théoriquement seul maître à bord et dispose avec la *Feldgendarmerie*, la *Geheime Feldpolizei* et l’*Abwehr* de trois corps de

police pour assurer l’ordre. Mais il ne restera pas seul. Très rapidement d’autres institutions allemandes comme le *NSDAP*, la *Sipo-SD* ou les *SS* se manifestent en Belgique et exigent une participation au maintien de l’ordre. Au niveau étatique belge, une sorte de gouvernement national subsiste avec la présence des Secrétaires généraux qui deviennent une courroie de transmission des ordres allemands. De plus, les autorités provinciales et communales continuent également de fonctionner. Cette politique de présence se traduit sur le plan policier par la continuité. Contrairement à la Première Guerre mondiale, un quatrième acteur apparaît en 1940-1944: les mouvements de collaboration et de résistance. Pendant la guerre, les mouvements de collaboration vont créer des milices privées, bouleversant l’équilibre entre les forces de l’ordre belges et allemandes. Si la résistance devient par son action armée un facteur de ‘désordre’, son aspiration à un rôle actif dans le maintien de l’ordre intervient à la fin de la guerre.

Benoît Majerus

¹ Lode VAN OTRIVE, Yves CARTUYVELS & Paul PONSAAERS, *Les polices en Belgique. Histoire socio-politique du système policier de 1794 à nos jours*, Bruxelles, 1991, p. 107.

Date à retenir !

Les 28 et 29 novembre 2002, le CEGES organise un colloque international sur le thème de “Guerre et économie”.

Civilisation ou brutalisation ? La population belge et les deux guerres mondiales

Sous l'influence du développement d'une série de phénomènes au sein de la société, l'intérêt scientifique pour le problème de la violence s'est accru de façon énorme dans le courant des années 90. Le terme violence devient également peu à peu une notion centrale dans l'historiographie.

Dans le débat historique se dessinent deux tendances apparemment opposées. Le point de cristallisation du débat est le classement des expériences de violence extrêmes pendant les deux guerres mondiales.

Un premier groupe est issu de la théorie de la civilisation du sociologue allemand Norbert Elias ¹. Elias part de l'idée qu'on assiste à une diminution progressive de l'utilisation de la violence physique depuis l'époque moderne. Il attribue ce phénomène à un développement du *Zwang zum Selbstzwang*, qui trouve son origine dans une différenciation croissante du travail (et dans la prolongation des chaînes d'interdépendance qui y sont liées) et dans la naissance de l'état moderne (monopole de la violence). Dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest, des études, basées sur le long terme, semblent étayer quantitativement les théories d'Elias. La plupart d'entre elles accordent peu d'at-

tention à la guerre, considérée comme un facteur à court terme, quoi qu'un éminent "éliasien" comme Abram de Swaan pense que des explosions de violence pendant des périodes de guerre pourraient parfaitement s'intégrer dans la théorie de la civilisation.

On trouve un tout autre son de cloche chez les chercheurs de l'*Historial de la Grande Guerre* à Péronne. Annette Becker et Stéphane Audouin-Rouzeau considèrent la notion de 'violence' comme un des concepts essentiels pour une bonne compréhension de la Première Guerre mondiale. Tous deux accordent une grande valeur au concept de 'brutalisation', développé par George Mosse. Suivant Mosse la vie politique allemande pendant l'entre-deux-guerres est devenue plus brutale suite aux expériences de violence pendant la première guerre, notamment au front ². Becker et Rouzeau appliquent le concept à toutes les sociétés européennes ³. Par la description qu'ils donnent des diverses formes de violence (*thick description*), ils s'opposent à un discours historique "sans émotion" sur la guerre. Leur point de vue s'inscrit totalement dans l'histoire culturelle.

¹ N. ELIAS, *Über den Prozess der Zivilisation. Sociogenetische und psychogenetische Untersuchungen*, Bâle, 1939.

² G. MOSSE, *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of World Wars*, Londres, 1990.

³ S. AUDOIN-ROUZEAU & A. BECKER, *14-18 retrouver la Guerre*, Paris, 2000, p. 48-49.

L'objectif de cette étude est d'estimer l'impact de l'expérience de la guerre sur la société belge du point de vue de la violence. La recherche doit se positionner face au dilemme brutalisation-procès de civilisation. Les deux thèses doivent être confrontées avec des sources concrètes, sans tomber dans une vision téléologique. Naturellement, la recherche ne doit pas restée limitée à une éventuelle augmentation ou diminution de la violence. Une analyse qualitative est également nécessaire. D'un point de vue historique, les approches sociologiques et anthropologiques de la violence sont les plus utilisables. Concrètement, la recherche est circonscrite à un espace géographique relatif

limité. Cette limite est nécessaire, car sans connaissance détaillée des circonstances, les violences peuvent sembler vides de sens et incompréhensibles.

Un premier aperçu a été donné par la collecte des statistiques de causes de décès non publiées par l'INS. Ces données permettent d'esquisser de manière différenciée l'évolution à long terme des homicides (modèles régionaux, armes du crime, sexe des victimes,...). Pour une bonne interprétation de ces données, elles ont été confrontées avec d'autres sources statistiques. L'objectif final est d'aboutir pour la période 1900-1960 à une analyse étoffée des homicides.

Antoon Vrints

Europe in Exile. European Exile Communities in Britain 1940-1945, édité par Martin CONWAY & José GOTOVITCH, Oxford, Berghahn Books, 2001, 288 p.

Durant la Seconde Guerre mondiale, Londres fut transformée en ville européenne. Petit à petit, elle devint, de façon inattendue, un endroit de refuge pour des milliers d'Européens, qui par choix ou poussés par les événements gagnèrent la Grande-Bretagne, fuyant les campagnes militaires menées sur le continent européen. Soldats, Premiers ministres, monarques, bureaucrates, femmes et enfants, tous furent confrontés aux incertitudes et aux périls d'une existence au sein d'une culture qui ne leur était pas familière. Ce phénomène 'd'exil européen' en Grande-Bretagne a jusqu'ici été négligé par la recherche historique consacrée à la Seconde Guerre mondiale. Dans cet ouvrage novateur, une équipe internationale d'historiens s'est penchée sur les groupes d'exilés issus de Belgique, de France, des Pays-Bas, de Pologne, de Norvège et de Tchécoslovaquie.

L'ouvrage est en vente chez Berghahn Books Ltd., 3 Newtec Place, Magdalen Rd., Oxford, OX4 1RE; tél.: +44(0)1865 250011, fax: +44(0)1865 250056, courrier: publicityUK@berghahnbooks.com



Exode des Carolorégiens vers le Tarn-et-Garonne en mai 1940

Un travail de mémoire et une occasion de retrouvailles...

Du 10 au 14 mai 2000, l'association "Arkheia. Histoire. Mémoire du 20^e siècle" et la ville de Montauban (Tarn-et-Garonne) ont organisé un colloque intitulé "La France du repli: les réfugiés dans le Midi, 1940"¹ avec une quarantaine d'intervenants français et étrangers (voir *Bulletin du CEGES '30-'50*, n°35, p.35-36). L'objectif du colloque était d'analyser l'exode des populations belges, françaises, espagnoles et autres dans le Sud-Ouest de la France. Ces journées ont révélé la prédominance des réfugiés belges dans la région au début du second conflit mondial. L'accent fut également mis sur les nombreuses initiatives d'aide et de secours prises tant par les administrations locales françaises que par les Belges eux-mêmes. Plus particulièrement, un témoignage a rapporté le repli de l'administration communale de la Ville de Charleroi, conduite par **Alfred Michotte**, alors secrétaire communal, dans la ville de Montauban en mai 1940. Ce groupe de mandataires et de nombreux civils carolorégiens avaient fait ce long périple dans les camions de pompiers et les bennes à ordures.

Cette anedocte fut confirmée et étoffée lors du Salon "Vacances Loisirs" à Charleroi. Au grand étonnement du personnel de l'Office du tourisme du Tarn-et-Garonne, présent au Salon, des Carolorégiens s'adressèrent à ce stand pour évoquer leur exil dans le Sud-Ouest et les bons souvenirs qu'ils avaient gardés de la région et de ses habitants.

Le colloque et les divers témoignages ont conduit la Ville de Charleroi et le Conseil général du Tarn-et-Garonne à prendre contact afin d'étayer ces souvenirs d'un temps oublié.

Par le biais de **Max Lagarrigue**, historien et organisateur du colloque, et de **Paul Rousseau**, directeur adjoint à l'animation urbaine-loisirs de Charleroi, un projet a été mis sur pied. L'idée était de retrouver des 'exodés' carolorégiens descendus dans le Tarn-et-Garonne à partir de mai 1940, de recueillir leurs témoignages et par la suite de les remettre en contact avec leur famille d'accueil de 1940, ou avec les descendants de celle-ci, grâce à un voyage dans le Tarn-et-Garonne dans le courant du mois de mai 2002.

Un appel à témoins dans la presse locale a permis de recueillir une cinquantaine de noms et adresses d'enfants et/ou de parents, originaires de Charleroi, partis en direction du Sud-Ouest lors de l'invasion allemande. Un premier contact a eu lieu au Château de Monceau-sur-Sambre, le 19 octobre 2001. La journée, organisée par la Ville de Charleroi, a donné aux témoins non seulement l'occasion de se rencontrer mais également de relater brièvement leurs souvenirs. Cette rencontre fut fructueuse tant du point de vue des données et des documents apportés que sur les plans relationnel et émotionnel; plusieurs personnes parties ensemble en exode se sont retrouvées plus de 60 ans après.

¹ Les Actes du colloque sont publiés dans *1940, la France du repli. L'Europe de la défaite*, Toulouse, Editions Privat, 2001, 384 p.

Le CEGES a été invité à participer à ce projet pour y apporter un soutien scientifique: contextualisation de la Seconde Guerre mondiale et plus spécifiquement de l'exode, apport de documents et mise au point sur les techniques d'interviews à caractère historique.

L'objectif final est de réaliser une vidéo retraçant l'exode des Carolorégiens sur les routes de France à partir des interviews filmées, ainsi qu'une publication. Les enquêtes auprès des témoins vont être menées par deux étudiants en communication de l'IPSM-Charleroi en partenariat avec l'Atelier-Vidéo 3^e Age de Charleroi.

Bénédicte Rochet

Les Chemins de la Mémoire

Initié par le Mémorial de Caen, ce projet réunit six partenaires européens – *Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland*, Allemagne; CEGES, Belgique; *Museo Gernika*, Espagne; Mémorial de Caen, France; *Istituto beni artistici, culturali e naturali*, Italie; *D-Day Museum*, Royaume-Uni – qui se proposent de baliser ensemble les 'Chemins de la Mémoire' des deux conflits mondiaux et de la guerre civile espagnole. Dans l'air du temps, ce projet, peaufiné lors de réunions préparatoires à Bruxelles (mars 2001) et à Paris (septembre 2001), a obtenu l'aval de la Commission européenne, qui intervient, de manière substantielle, dans son financement.

A terme (octobre 2002), le projet doit déboucher sur l'élaboration d'un site internet accessible dans les langues des 6 pays partenaires. Celui-ci offrira une sélection raisonnée (non exhaustive) de lieux de mémoire, liés aux deux conflits mondiaux et à la guerre civile espagnole. Exclusivement situés sur le territoire national, les lieux retenus sont regroupés en thèmes communs, arrêtés de concert par les différents partenaires. Ces thèmes sont ensuite déclinés en sujets laissés à la libre appréciation des institutions participantes. L'ensemble devrait s'articuler de manière cohérente en vue d'illustrer un

récit général des conflits, principalement destiné au grand public et aux établissements scolaires.

Chaque lieu sera présenté à l'aide d'une fiche qui se composera d'une notice historique et d'une notice touristique, destinée à promouvoir un tourisme de mémoire (musées, mémoriaux, cimetières, etc.). Elle sera, de préférence, agrémentée d'illustrations d'époque, et renverra vers d'autres sites internet pertinents.

En dehors des réunions de concertation (Caen, oct. 2001 et Bologne, nov. 2001), la mise en commun du travail s'opère à l'aide de l'extranet. Cet outil, conçu sur mesure pour répondre aux besoins des partenaires, leur permet d'échanger des informations, de participer à des forums de discussion en ligne et d'alimenter une banque de données commune, qui constituera le fondement du site internet. Le français en est la langue véhiculaire.

A ce stade, une centaine de lieux de mémoire ont été sélectionnés en Belgique. Répartis sur l'ensemble du territoire, ils évoquent les principales étapes et problématiques des 1^e et 2^e Guerres mondiales. La rédaction des notices a aujourd'hui commencé: elle devrait se poursuivre de longues semaines encore.

Anne Godfroid

Même les bonnes choses ont une fin...

Parution du dernier numéro de la série **Jours de Guerre**

Pour saluer la parution du dernier volume de la série “*Jours de Guerre*”, Dexia et le CEGES ont organisé le 3 décembre 2001,



à l’auditorium de Ligne, une après-midi de réflexion et de bilan. Près de 250 personnes y ont assisté, signe de la vitalité de la collection et de l’intérêt qu’elle a suscité. Entamée en 1989, la série compte à présent 24 volumes, soit une véritable encyclopédie de 4.000 pages (et plus de 2.000 photos) consacrées à la Seconde Guerre mondiale en Belgique.

Initialement, la publication devait accompagner la série télévisée mais il est rapidement apparu qu’une publication écrite devait également offrir des articles de synthèse et donc aller au-delà des évocations, des témoignages et des analyses télévisées. Aujourd’hui, l’ensemble

unique contient à la fois des articles de vulgarisation, des synthèses de recherches antérieures mais aussi des contributions originales qui n’ont fait l’objet d’aucune autre publication. La dernière livraison, “*Jours de Paix*”, contient des articles sur les enjeux politiques de la libération, sur la répression des collaborations, sur le retour des prisonniers, sur les rapports entre la Belgique et les alliés. L’ensemble est complété d’une orientation bibliographique sur la Seconde Guerre mondiale en Belgique et d’un index des noms cités dans l’ensemble de la série. Un numéro dont la sortie se devait d’être épinglée.

Trois thèmes ont été abordés au cours de cet après-midi présidé par **José Gotovitch**. **Renaud Gahide** (Dexia) a exposé la démarche qui a amené l’une des principales banques belges – à l’époque, encore le Crédit communal – à se lancer dans pareille aventure éditoriale. Outre le rappel des faits, l’orateur avait également réservé quelques surprises à l’assistance: en l’occurrence, le projet de réédition de l’ensemble – aujourd’hui épuisé – sous forme de *e-book* et surtout la préparation, sur le même support, d’une version néerlandaise.

Francis Balace (Ulg), qui a dirigé la collection, a évoqué la question de la vulgarisation en histoire et le public ciblé par la collection. Avec le talent oratoire qu’on lui connaît, il a retracé la genèse de la série tout en abordant la difficulté d’écriture d’une période de l’histoire si particulière en termes d’engagements et d’enjeux de mémoire individuels et

collectifs. Il a rappelé le rôle essentiel des témoignages dans l'élaboration de la série tout en précisant que ces témoignages seuls n'auraient pas permis la mise sur pied d'une telle initiative.

Enfin, **Pieter Lagrou** (IHTP-CNRS) a replacé l'initiative dans une perspective plus générale, comparant la série avec des

initiatives du même ordre en France et aux Pays-Bas, montrant que la Belgique n'avait nullement à rougir de la démarche tout en regrettant la faiblesse de sa diffusion à l'étranger.

La séance s'est clôturée par des échanges avec la salle, signe de l'intérêt persistant pour la période.

Chantal Kesteloot

Jeunesse et Société. Années 30 – Années 60

Au printemps 2001, les *Cahiers d'histoire du Temps présent* consacraient un numéro spécial au thème "Jeunesse et société". Cette numéro voulait à la fois offrir un état de la question tout en servant de tremplin pour de nouvelles recherches et en alimentant la discussion scientifique. C'est également cette double optique qui a motivé l'organisation par le CEGES, le 13 décembre 2001, d'une journée d'étude portant sur les périodes plus spécifiques des années trente et soixante. Ces deux périodes constituent en effet des moments privilégiés en termes d'engagement et d'enthousiasme. La journée a été introduite par **Louis Vos** qui a envisagé la problématique sous un angle théorique. Plusieurs aspects ont été développés: la différenciation sexuée, le phénomène générationnel et les modèles respectifs de socialisation, le poids des facteurs objectifs et subjectifs, les stéréotypes associant jeunesse et progressisme versus vieillesse et conservatisme.

Qui sont ces jeunes qui se sont engagés et quel(s) type(s) d'engagement ont-ils privilégié ? Tel était le questionnement de la

première partie de la journée. Cette approche, plus traditionnelle, a exploré la thématique de l'engagement à travers les différents courants politiques, de l'extrême droite (**Francis Balace**) à la mouvance communiste (**José Gotovitch**) en passant par les milieux catholiques (**Paul Wynants**) et socialistes (**Alain Colignon**). Quelles sont les valeurs qui ont nourri l'engagement, quelles sont les spécificités qui peuvent être dégagées et comment se sont-



elles traduites ? Des éléments particulièrement intéressants ont été épinglés tels le caractère quasiment révolutionnaire des élites de la JOC à la fin des années 60, plutôt en rupture par rapport à une base plus traditionnelle, ou encore l'importance

L'émergence d'une culture, d'une mode, d'un engagement jeunes sont caractéristiques des sixties. **Marc Hooghe** a évoqué la mobilisation de la jeunesse et son engagement à travers ce que l'on a qualifié de



du sentiment d'adhésion à travers l'uniforme des Jeunes Gardes par exemple. Le rôle ou l'absence du père a également été avancé pour expliquer certains types d'engagement. Si l'expérience de la Première Guerre à travers la figure du père paraît avoir été un facteur déterminant pour les jeunes d'extrême droite, notons le rôle de formateur, de matrice des cadres communistes que représentait le passage par les écoles de Moscou.

La seconde partie de la journée abordait, elle, la question sous un angle plus novateur : celui des jeunes en délinquance, une question envisagée à la fois du point de vue du législateur (**Jenneke Christiaens**) mais aussi des acteurs et plus particulièrement des jeunes filles (**Margo De Koster**). Les notions de normes et de valeurs sont essentielles pour comprendre l'attitude de parents qui ont recours à l'institution judiciaire comme "redresseur de torts".

nouveaux mouvements sociaux.

Marnix Beyen a animé une table ronde autour des thèmes de la tradition et des dimensions générationnelles, de la jeunesse comme avant-garde et de la création de nouvelles sous-cultures. Enfin, **Gita Deneckere** et **Rudi Van Doorslaer** ont tiré les conclusions de la journée en insistant sur la nécessité d'une contextualisation sociale, sur le rôle des facteurs de genre et de sexe et sur la diversité des approches comparatives.

Nous pouvons, d'ores et déjà, annoncer que les actes de cette journée seront publiés dans le onzième numéro des *Cahiers d'Histoire du Temps présent* du Centre.

Chantal Kesteloot

Bilan des Séminaires 2001

C'est avec enthousiasme qu'**Antoon Vrints** a tiré les conclusions de son mémoire de licence consacré à l'activisme à Anvers au cours de la Première Guerre mondiale. Considérée comme "La Mecque" de l'activisme, la métropole abritait en effet un noyau de flamingants offensifs mais combien étaient-ils et qui étaient-ils ? L'orateur a repéré quelque 1.700 noms. Si l'on croise les diverses sources disponibles, on en arrive à l'idée que 1 % de la population a été touchée par le phénomène. Parmi ce pourcentage se trouvaient essentiellement des fonctionnaires et des employés et peu d'ouvriers dans l'ensemble. Ce sont évidemment les milieux confrontés à la francisation qui se retrouvent les mieux représentés.

C'est un curieux séminaire qu'est venu présenter **Alain Brose**. Médiéviste de formation, il a réalisé un mémoire de licence sur le mythe de Charlemagne vu par les nazis. Sujet en apparence passionnant: chaque régime politique n'est-il pas en quête de légitimation ? S'agissant de Charlemagne, la question est évidemment intéressante: quelle vision du grand homme le régime nazi a-t-il cherché à promouvoir ? Quels sont les auteurs qui s'y sont intéressés ? Autant de questions dont nous espérons des tentatives de réponse. Notre attente n'a hélas pas été rencontrée: aucune de ces questions n'a été véritablement développée et jamais la notion même du mythe n'a été véritablement abordée. Une occasion manquée.

Ce sont les résultats de ses travaux de recherche menés dans le cadre du CEGES que **Wolfgang Bregentzer** a développés. L'exposition universelle de 1958 marque un tournant essentiel dans l'histoire de la Belgique d'après 1945. La page de la guerre est définitivement tournée: on véhicule

l'image d'un monde de progrès. On met aussi en scène une Belgique sûre d'elle, ne percevant pas combien le sol va se dérober sous ses pieds à brève échéance (indépendance du Congo, grande grève de l'hiver 1960-1961). L'exposition exalte enfin la nation dont pourtant le caractère unitaire va être de plus en plus mis à mal durant les *sixties*.

Gerhard Hirschfeld, directeur de la *Bibliothek für Zeitgeschichte*, a focalisé son exposé sur l'évolution de l'historiographie allemande. Il s'est centré sur la période de la Première Guerre mondiale, incontestablement la période qui, dans ces dix dernières années, a connu les plus grands bouleversements en Allemagne comme ailleurs. Il a évoqué les nouveaux sujets mais aussi le renouvellement des perspectives.

La séance de clôture du dernier séminaire d'histoire contemporaine de l'UCL, a été l'occasion, pour le Centre, d'accueillir **Fabrice Virgili**; il y a quelques années déjà, celui-ci était venu nous entretenir de ses recherches alors balbutiantes. On lui doit aujourd'hui une importante thèse de doctorat sur le thème des femmes tondues. Au cours de la séance, il a évoqué ce phénomène particulier dont il a fait la géographie mais a également replacé l'enjeu à travers d'autres conflits du XXe siècle, la Première Guerre mondiale et la Guerre d'Espagne notamment.

Le 17 mai, **Godfried Kwanten** est venu présenter les résultats de sa thèse de doctorat consacrée à l'homme d'Etat, August De Schrijver (1898-1991). Catholique issu d'un milieu bourgeois francophone, l'homme n'en apparaît pas moins comme pro-flamand et sensible à la question sociale. Député à partir de 1928, un mandat qu'il a conservé jusqu'en 1965, il a exercé de

nombreuses responsabilités ministérielles. Il a également joué un rôle actif dans la fondation du PSC/CVP après-guerre. Lors de son exposé, l'orateur s'est focalisé sur le rôle joué par De Schrijver comme figure de consensus notamment dans la mise en œuvre de la législation linguistique des années trente et dans la gestion du dossier congolais en 1960.

Durant l'entre-deux-guerres, la Belgique a accueilli de nombreux réfugiés russes. Ces groupes se distinguent évidemment très nettement du courant de gauche que constituaient les Russes exilés avant 1914. Durant l'entre-deux-guerres, notre pays servait d'ailleurs de quartier général effectif des armées blanches en exil. Ce sont ces réfugiés qui ont été au cœur du séminaire de **Wim Coudenys** (10 septembre). L'orateur, un des meilleurs spécialistes de cette émigration, nous a éclairé sur quelques-uns de ses aspects, à commencer par l'importance des mythes dans l'histoire de ce phénomène, comme celui relatif au profil sociologique de ces exilés. Il a relevé la présence de nombreux militaires très engagés dans l'anticommunisme et a évoqué les rapports particuliers entre l'Eglise catholique et ce milieu orthodoxe.

En novembre, le CEGES a eu le plaisir d'accueillir pour la première fois dans le cadre de ses séminaires, **Michel Dumoulin**, professeur d'Histoire contemporaine à l'UCL et président de l'Institut d'Etudes européennes, chaire Jean Monnet. A l'occasion de la parution, aux éditions Complexe, de l'ouvrage consacré à Léopold III, l'orateur s'est penché sur les strates successives de l'analyse de la Question royale et de la personnalité du Roi. Il a abordé les formes littéraires de l'évocation caractéristiques des années cinquante, celles télévisées des fameux "Télé-mémoires" avant d'aborder "le temps des historiens". Selon l'orateur, ce temps a surtout pris son envol au début des années 1970, période

au cours de laquelle les polémiques demeuraient vives. Il constate combien aujourd'hui le sujet demeure populaire et sensible, et combien certains n'hésitent toujours pas à faire montre d'une condescendance persistante à la lecture des travaux historiques.

Benoît Mihail (aspirant FNRS ULB) a analysé, à l'aide de quelques séquences choisies, l'importance pour l'histoire du cinéma mais aussi en termes de sensibilités nationales et morales de *La kermesse héroïque*. Lors de sa sortie, le film a suscité de vives réactions dans le monde catholique et du côté flamand. Chahuts et manifestations se sont déroulés dans diverses villes flamandes. Pour rappel, ce film évoque l'attitude des habitants de la ville de Boom à l'annonce de la venue de l'ambassadeur d'Espagne et de sa suite et durant leur séjour. Le film met en évidence la lâcheté des édiles communaux à laquelle s'oppose la qualité de l'accueil des femmes de Boom.

Au cours du dernier séminaire de l'année 2001, **Frank Seberechts** a développé un aspect des recherches menées dans le cadre de sa thèse de doctorat soutenue à l'Université de Gand en juin dernier. Il a évoqué les relations économiques entre le port d'Anvers et l'Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cette problématique s'inscrit dans une perspective beaucoup plus large qui est celle de l'attitude à adopter à l'égard de l'Allemagne après 1945: faut-il l'isoler ou l'intégrer dans le champ des nations ? A cette question se greffe dans le contexte anversoïse, la question du redéploiement économique du port dans une période de concurrence accrue avec les ports néerlandais. Sans surprise, ce sont donc somme toute des considérations économiques qui ont motivé une reprise rapide des contacts commerciaux et la recréation d'une chambre de commerce allemande à Anvers.

Chantal Kesteloot

Une “guerre totale” ?

*La Belgique dans la Première Guerre mondiale
Nouvelles tendances de la recherche scientifique*

Colloque international

organisé par la section d’Histoire de l’ULB en collaboration avec le CEGES
16-17 janvier 2003

Appel à communications

Au cours des dernières années, les recherches sur la Première Guerre mondiale ont connu un développement rapide tant en Belgique qu’à l’étranger. Bénéficiant de l’ouverture de nouveaux fonds, les chercheurs ont exploité des pistes qui jusque-là n’avaient guère retenu l’attention. Leurs travaux ont débouché sur une relecture des différents aspects du conflit. Ils ont notamment permis de mieux mesurer l’impact de celui-ci sur la société belge dans son ensemble en soulignant à quel point le conflit a touché profondément toute l’organisation de la société civile.

Le colloque de janvier 2003 a pour objectif de faire le point sur ces nouvelles tendances de la recherche historique en centrant plus particulièrement son approche sur trois thèmes: “les communautés nationales

dans la tourmente”, “guerre et intimité” et “le monde culturel, artistique et scientifique”. Ces thèmes seront examinés tant pour la période du conflit que pour l’immédiat après-guerre. Cette approche permettra de mieux comprendre ce que l’on a appelé la “culture de guerre” et ses conséquences sur la société belge d’après 1918.

En conviant à cette manifestation de nombreux chercheurs étrangers, les organisateurs visent surtout à bien mettre en perspective les recherches menées aujourd’hui en Belgique avec les travaux réalisés ailleurs dans le monde. La confrontation permettra ainsi de mieux souligner les nouveaux chantiers de recherche qui s’ouvrent aux historiens de ce début de siècle. Dans cette optique, le colloque veillera également à accorder une place particulière aux jeunes chercheurs.

Thèmes proposés

1. Les communautés nationales dans la tourmente

La Belgique de l’intérieur

- La mise en place des processus de solidarité (CNSA...)
- La mobilisation contre l’ennemi (les réseaux de résistance...)
- Le patriotisme: une valeur partagée par tous ?

- Les rapports avec l’ennemi (vie politique et syndicale en Belgique occupée, la répression, la collaboration)
- Les processus discriminatoires à l’égard des étrangers pendant le conflit et dans l’immédiat après-guerre
- La répression de la collaboration et la justice populaire au lendemain du conflit.

La Belgique de l'extérieur

- Les déportés
- Les prisonniers
- Les réfugiés
- L'image de la Belgique dans le monde pendant et après le conflit

Le front

- La justice militaire
- Le "*shell shock*" (traumatismes psychiques...)
- Les déserteurs
- Les permissionnaires
- Les anciens combattants dans la société d'après-guerre

2. Guerre et intimité

- La cellule familiale

Comité organisateur

Michaël Amara (ULB),
Serge Jaumain (ULB),

Comité scientifique

José Gotovitch (CEGES), Laurence van Ypersele (UCL), Eliane Gubin (ULB), Pierre-Alain Tallier (AGR), Sophie de Schaepdrijver (*Pennsylvania State University*), Patrick Lefèvre (MRHM),

Adresses de contact

Serge Jaumain et Michaël Amara,
Université libre de Bruxelles, Section d'Histoire / CP 175, 50 av. Roosevelt, 1050 Bruxelles (Belgique), tél.: +32-2-6503803, fax: +32-2-6503919, courriel: sjaumain@ulb.ac.be & mamara@ulb.ac.be

Site Web

www.ulb.ac.be/philohistoire/colloques.html

Les langues utilisées lors du colloque seront le français, le néerlandais et l'anglais. Les propositions de communications doivent être soumises aux organisateurs avant le 30 juin 2002.

- La morale sexuelle
- Le choc traumatique du deuil
- La gestion de l'absence du "chef de famille"
- L'impact du conflit sur la situation de la femme

3. Le monde culturel, artistique, scientifique

- La perte des repères dans le monde intellectuel
- L'influence sur la littérature, le théâtre
- Le rôle et l'action de la censure allemande
- Les tentatives de germanisation de la culture

Benoît Majerus (CEGES),
Antoon Vrints (CEGES).

Annette Becker (Paris X-Nanterre et Historial de Péronne), Alan Kramer (*Trinity College Dublin*), Gerd Krumeich (*Heinrich Heine Universität-Düsseldorf*).

Benoît Majerus et Antoon Vrints,
CEGES, Résidence Palace / Bloc E, Rue de la Loi 155 / Bte 2, B-1040 Bruxelles, tél.: +32-2-2874714, fax: +32-2-2874710, courriel: benoit.majerus@cegesoma.be & antoon.vrints@cegesoma.be

Informatique

Pendant l'année écoulée, la cellule informatique du CEGES a surtout travaillé au cœur du système. Ainsi, l'*OPAC* a été réécrit en profondeur pour rendre possible la consultation simultanée de plusieurs banques de données *Pallas* (vous ne vous en serez naturellement pas beaucoup rendu compte sur le site du CEGES). On a en outre œuvré intensivement à la réécriture complète du module archivistique, dont la nouvelle version sera prête dans le courant du premier semestre 2002. Par ailleurs, de nombreux contacts externes ont été pris dans le but de distribuer le système sur une grande échelle, ce qui devrait se faire à partir de septembre 2002, et l'équipe s'est perfectionnée techniquement à l'occasion de *Oracle OpenWorld*, une manifestation de grande envergure pour "*DBA's*" et autres techniciens de l'informatique organisée par la firme du même nom à Berlin du 18 au 21 juin.

Pallas a aussi été présenté à la bourse de la Conférence du Patrimoine (*Erfgoed-conferentie*) tenue au musée des Beaux-Arts d'Anvers les 18, 19 et 20 novembre. Lors de cette conférence, différents groupes de travail composés de spécialistes ont tenté de formuler des recommandations pour une meilleure définition et gestion du 'patrimoine', ainsi que pour les méthodes et les outils qui conviennent le mieux à cet effet. Une de ces nouvelles formes de patrimoine, les créations artistiques publiées sur internet, sont ainsi très difficile à 'saisir' et à conserver du fait de leur caractère passager et de l'évolution rapide de la technologie. Enfin, les 26 et 27 avril, des discussions ont eu lieu à Amsterdam avec les institutions sœurs à l'étranger (*NIOD*, *IHTP*, *Institut für Zeitgeschichte*) à propos de l'installation et de l'entretien de sites *web*; on y a en outre réfléchi aux possibilités d'un projet commun dans un cadre européen.

Patrick Temmerman

APPEL URGENT !

Le CEGES recherche un objet très commun et pourtant devenu très rare !

Nos collections manquent cruellement d'un type d'ouvrage d'une rare banalité: l'annuaire téléphonique ! Si vous disposez encore **d'anciens annuaires datant de la première moitié du 20^e siècle**, quelle que soit la région qu'ils recouvrent, ou de tout autre ouvrage comprenant des listes d'adresses, commerciales ou privées, sachez qu'ils viendraient à point compléter notre documentation.

D'avance, un grand merci !

Emmanuel Debruyne

Instituto de Historia de Cuba, La Havane, 25-27 avril 2001

Cuarto Taller Científico Internacional, communication "Las solidaridades internacionales, obreras y revolucionarias del siglo 20"

L'embargo décrété et maintenu par les Etats-Unis sur la République de Cuba n'a pas eu que des conséquences économiques. Les difficultés de communications, la pauvreté en moyens informatiques voire en papier constituent des éléments très matériels qui brident le développement des recherches et la circulation de celles-ci. Un pays qui a investi prioritairement dans l'éducation et qui connaissait un rayonnement intellectuel et artistique incomparable en Amérique latine s'est trouvé bloqué brutalement dans son développement. Ces difficultés ont été un élément déterminant dans le raidissement idéologique qui pèse désormais lourdement sur la vie intellectuelle cubaine. Comme toujours dans les pays où la bataille idéologique fait rage, l'histoire, principalement contemporaine, est placée sous haute surveillance. Toute ouverture sur le monde ne peut qu'être bénéfique à la décrispation, ne peut qu'aider à diminuer le sentiment de "forteresse assiégée", porteur d'agressivité et d'intransigeance intellectuelle. C'est pourquoi il est important de pratiquer une politique de présence et de répondre aux invitations des institutions cubaines de recherche. Cette coopération renforce également ceux qui se battent au sein de ces institutions contre sectarisme et dogmatismes.

Ayant eu la chance de vivre quelques semaines à Cuba en 1960, j'ai eu quelque peine à retrouver en 2001 la ferveur qui régnait alors dans tous les domaines. Ferveur et rigueur forment souvent un couple étrange. Au sein de l'Institut d'Histoire de

Cuba, organisateur du colloque auquel nous étions conviés, la ferveur s'attachait encore à la parole, la rigueur relevait des techniques de documentation utilisées, sans que les deux correspondent toujours. En clair, le langage militant quelque peu simpliste, s'appuie sur des projets de recherche, de récolte et de classement des archives dans la tradition scientifique et archivistique la plus pure. Ainsi l'Institut rassemble les archives de la période révolutionnaire, une très grande bibliothèque et des collections de périodiques qui remontent au XIXe siècle. Il poursuit l'élaboration d'une grande histoire de Cuba depuis les origines. Il développe un important projet d'histoire des femmes, poursuit les recherches sur l'histoire de la classe ouvrière et des paysans cubains.

Conscients des dangers de l'isolement, l'Institut développe un programme systématique de rencontres et journées d'études, principalement centrées sur l'Amérique latine. Dans ce cadre, au cours du quatrième atelier scientifique international tenu fin avril 2001 à La Havane, nous avons présenté, Anne Morelli et moi, une double communication consacrée aux organisations de solidarité internationale en Belgique, avant et après la Seconde Guerre mondiale.

Nous avons pu constater à cette occasion, combien la recherche européenne est peu consciente de l'immensité et de la vitalité du domaine historiographique hispanique, en particulier latino-américain. Or nous disposons, dans les

“Rencontres L’Histoire en Débat” organisées à Saint-Jacques-de-Compostelle depuis de nombreuses années, d’une sorte de forum dynamique multiforme qui nous amène cette historiographie quasi à domicile, une sorte de Congrès international des Sciences historiques du Monde his-

panique ¹. Les Cubains en sont partie prenante.

Il y aurait là occasions à saisir pour les hispanistes. En ce qui concerne Cuba, nous encourageons tous nos collègues à faire parvenir travaux et informations aux chercheurs cubains ². Il en sont friands.

José Gotovitch

¹ Cfr L’Histoire en Débat: courriel: h-debate@cesga.es; website: www.h-debate.com.

² Luis H. Serrano Perez, Instituto de Historia de Cuba: serrano@hist.cipcc.inf.cu.

Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale

Du 15 au 17 novembre 2001 s’est tenu à Brest, à l’Université de Bretagne occidentale, un colloque consacré à la Bretagne et aux identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale. Organisé par **Christian Bougeard**, le colloque abordait à la fois la question sous l’angle breton mais aussi par une mise en perspective avec d’autres régions de France et d’Europe occidentale. Quelque 450 personnes y assistaient – le colloque se tenait à ‘bureaux fermés’ – signe d’un intérêt significatif de la société bretonne pour cette période de son histoire. Plus de cinquante ans après les faits, le sujet demeure chargé comme en ont d’ailleurs encore témoigné quelques échanges lors de la discussion. C’est que le réveil d’un mouvement breton plutôt progressiste dans les années soixante a brouillé les cartes et qu’il est des aspects de l’engagement de militants bretons durant l’occupation dont on n’aime guère se souvenir, voire qu’eux-mêmes ont préféré oublier.

La question de l’identité régionale et de l’engagement des mouvements autonomistes n’est évidemment pas spécifique à la Bretagne. Une analyse à l’intérieur des frontières de l’hexagone et au-delà de celles-ci a montré combien les courants autonomistes ont, de manière générale, été confrontés à des choix similaires même si bien évidemment chaque cas s’inscrit dans un contexte régional et national spécifique. Il s’agit dès lors d’appréhender la question régionale non seulement à travers ceux qui la posent explicitement – les militants régionalistes – mais aussi à travers les sociétés de manière générale. C’est ainsi qu’explorant le cas breton, le colloque a porté non seulement sur le mouvement breton mais aussi sur la société bretonne. Par rapport à l’engagement résistant, celle-ci n’est apparue ni décalée ni en pointe par rapport aux autres régions françaises. Malgré les atouts indéniables dont elle disposait, la Révolution nationale n’a finalement guère fait recette en Bretagne,

comme l'a rappelé **Christian Bougeard**. **Jacqueline Sainclivier** a dressé un bilan historiographique de la résistance en Bretagne. D'autres communications ont évoqué l'action de groupes ou de pans entiers de la société bretonne depuis les catholiques (**Yvon Tranvouez**) et les protestants (**Jean-Yves Carlier**) jusqu'aux communistes (**Franck Liaigre** et **Guy Haudebourg**) et aux gaullistes. C'est évidemment l'engagement des militants bretons qui a le plus nourri la discussion. Comment, partant d'un antifascisme précoce au sein du Parti autonomiste breton et de la Ligue fédéraliste de Bretagne, le mouvement a-t-il pu aborder de façon dispersée la Seconde Guerre mondiale ? Plusieurs communications (**Jean-Jacques Monnier**, **Michel Denis**) ont évoqué cette période douloureuse, montrant à la fois la violence et la profondeur de certains engagements dans la collaboration et, pour certains déjà, dans la pré-collaboration, tandis que d'autres ont préféré taire leurs sentiments bretons ou se tenir à l'écart. Le rôle des intellectuels (**Daniel Le Couédic**) est une fois de plus apparu comme un paramètre important pour mesurer la puissance des identités régionales. Leur responsabilité particulière émergeait aussi en filigrane de cette question. Mais l'analyse des comportements ne peut se faire sans accorder une attention particulière à l'ensemble des protagonistes : l'Etat français et ses tentatives de remodelage de la structure autour d'un nouvel échelon, la région (**Marc Olivier Baruch**), mais surtout l'attitude de l'occupant et plus particulièrement ses rapports avec le nationalisme breton (**Lionel Boissou**). Si raviver le nationalisme constitue un jeu subtil dont l'occupant allemand fera également en partie usage dans ses rapports avec le nationalisme flamand, il en va tout autrement dans le cas italien (**Gianni Perona**). Le régime de Mussolini a, au contraire,

contribué à l'effacement des identités régionales, poursuivant en cela la politique de l'Etat libéral antérieur. C'est dès lors à la faveur de la résistance que les régions retrouvent une légitimité, une situation qui doit également être analysée à la faveur de la chronologie des opérations militaires.

C'est bel et bien l'engagement du mouvement breton dans la collaboration qui nourrit son discrédit d'après-guerre. La question de l'épuration demeure d'ailleurs très sensible. Le fait d'avoir été militant breton était-il un critère aggravant dans les procès ? **Luc Capdevilla** ne le pense pas. Il a cependant eu fort à faire pour en convaincre une partie du public qui, quels que soient les résultats de travaux scientifiques, demeure persuadé que l'Etat a saisi cette occasion pour se débarrasser du mouvement breton. Un discours qui, vu de Belgique, apparaît étrangement familier. Il est d'ailleurs d'autres parallélismes entre mouvements breton et flamand. Mais, comme l'a signalé **José Gotovitch**, ce parallélisme se doit d'être nuancé : l'attitude du mouvement breton au cours de la Seconde Guerre mondiale rappelle finalement plus l'attitude d'une partie du mouvement flamand au cours... de la Première Guerre mondiale; en outre, en termes de nombre, les quelque quinze cents adhérents du Parti nationaliste breton pèsent peu en regard des milliers de membres du VNV. A l'instar de ce que des militants flamands ont pu croire, certains ont pensé, côté breton, que la période était propice à la consolidation du statut de la langue bretonne allant même jusqu'à déclarer, comme l'intellectuel breton Roparz Hemon, que la langue bretonne était devenue langue d'Etat. Là aussi, le terrain est sensible. Les responsables actuels de l'Union culturelle bretonne ont rappelé

combien ils n'aimaient guère être comparés aux initiateurs des émissions en breton qui ont sévi durant l'occupation.

La question des sensibilités régionales a également été évoquée pour des régions moins traditionnellement nourries d'aspiration à l'autonomie. Ainsi **François Marcot** a montré combien l'appartenance franc-comtoise était sollicitée par la résistance dans une mesure inégalée jusqu'alors, sans que pour autant on puisse véritablement parler d'identité franc-comtoise. Le cas de la Provence est également très révélateur. Comme le soulignait **Jean-Marie Guillon**, il y a d'une part une Provence imaginaire nourrie du félibrige, a priori plus proche du discours traditionaliste de Vichy. Il y a d'autre part, une identité provençale, une langue de connivence, un espace régional partagé par de nombreux résistants. Ces résistants sont également unis par un attachement aux valeurs de la République, des valeurs qui se nourrissent d'un passé opposant une Provence blanche à une Provence rouge. Le cas de l'Alsace (**Alfred Wahl**) est, lui, bien évidemment tout à fait particulier. Dès l'entre-deux-guerres, les mouvements autonomistes y disposent

d'une assise importante mais éclatée et là aussi on peut parler pour certains noyaux d'une pré-collaboration. La question de l'épuration y est également posée en termes sensibles: 20.000 dossiers ont été ouverts et ont débouché sur 12.000 condamnations, soit 1,2 % de la population. Le cas wallon (**Chantal Kesteloot**) est singulier: d'abord parce qu'il n'y a pas de véritable mouvement de collaboration inspiré par le mouvement wallon et ensuite parce que l'analyse de ce mouvement pose une nouvelle fois la question de la légitimité par rapport à des courants de résistance qui se revendiquent bien plus du patriotisme belge et de l'antifascisme. Enfin, le cas du Pays basque est, lui, tout à fait particulier. **Severiano Rojo Hernandez** a mis l'accent sur l'ambivalence permanente d'un parti dont les objectifs fluctuants sont à la base de rapports de proximité ou d'hostilité et même d'hostilité violente avec le pouvoir en place quel qu'il soit, qu'il s'agisse des républicains ou des franquistes.

Bref, un colloque et des discussions qui n'ont bien évidemment pas épuisé le sujet. Les actes en seront, à n'en pas douter, un intéressant prolongement.

Chantal Kesteloot

Attention !

Seuls ceux qui en ont fait la demande expresse (en nous renvoyant le formulaire adéquat) ont reçu le *Bulletin* n° 36 (*Bulletin technique*). Le prochain "*Bulletin technique*" (*Bibliographie, acquisitions archives, bibliothèque et photothèque...*) portera le numéro 37bis et sera envoyé uniquement aux personnes inscrites.

Le colloque “Testing democracy at the margins” à Vienne

Le colloque “*Testing democracy at the margins, a transatlantic dialogue on ‘extremism’ in democracy*”, qui s’est déroulé à Vienne (Autriche) les 28 et 29 juin 2001, avait été organisé par la section ‘*Public Affairs*’ de l’ambassade des Etats-Unis. Ce n’était évidemment pas un hasard si l’Autriche de Haider avait été choisie comme point de chute pour une manifestation de ce type; le colloque en question servit d’ailleurs de théâtre à l’une des dernières prestations publiques de l’ambassadeur Kathryn Hall, qui avait été nommée par l’administration Clinton.

Six ateliers de discussion avaient été prévus, avec un questionnement concernant la démocratie libérale face à la tyrannie de la majorité, la restriction des libertés civiles afin de combattre l’extrémisme, les partis extrémistes et le système électoral, les stratégies politique, sociale et économique contre l’extrémisme, la cooptation ou la marginalisation des extrémismes et, enfin, les ‘valeurs occidentales’ et la démocratie libérale.

Les membres de ces ateliers se recrutaient essentiellement parmi les politologues américains, austro-allemands ou venant d’autres pays occidentaux mais il y avait également des délégués d’institutions nationales et internationales attachés à la défense des Droits de l’Homme, aux oeuvres sociales, etc....., ainsi que des journalistes.

Il n’est pas question de résumer ici les deux journées d’interventions dans les ateliers et de discussions avec la salle. La tendance générale était cependant visible: le public reçut la plupart du temps un

message très idéaliste et politiquement correct, qui ne brillait pas par son analyse historique. On y insista beaucoup sur les mérites du combat antiraciste, sur les droits des homosexuel(le)s et d’autres considérations de ce type. Brillait par son absence, une analyse multidisciplinaire sur l’ascension de l’extrême droite, de même qu’un questionnement sur nombre d’aspects des démocraties bourgeoises occidentales. On n’évoqua pas non plus comme clés de compréhension éventuelles, les incidences de l’économie de marché et du capitalisme. Bref, on en resta pour l’essentiel à des problèmes de superstructures – pour utiliser un terme démodé. On cita évidemment des rapports de cause à effet politiques, culturels et ethniques intervenant dans la montée de l’extrême droite, mais on aurait peut-être pu, en l’occurrence, penser à la vieille boutade “qui ne veut pas parler du capitalisme doit se taire sur le fascisme”. Sans en revenir aux théories marxistes élémentaires sur le fascisme – agent du grand Capital –, on aurait peut-être pu profiter de l’occasion pour se livrer à une réflexion critique sur les conséquences éventuelles de certaine économie de marché dans la décomposition des structures sociales.

Quoi qu’il en soit, ces stratégies, pétries de bons sentiments mais formelles, discutées au cours de ce colloque – finalement plus politique que scientifique – ne semblent en aucun cas suffisantes pour mener la lutte contre l’extrême droite. Cela vient peut-être du fait qu’aucun historien n’avait été invité dans les ateliers de discussion...

Dirk Martin

La conférence “Boundaries to freedom: the cultural cold war in Europe, 1945-1960” à Middelburg

En collaboration avec le *NIOD*, notre institution-sœur, et l'Association (néerlandaise) d'Histoire du 20^e Siècle, le *Roosevelt Study Center* organisait les 18 et 19 octobre derniers un colloque en langue anglaise particulièrement intéressant sur le thème de la guerre froide “culturelle” (au sens large du terme) en Europe.

Cinq forums offraient l'occasion d'en approfondir les aspects les plus importants: “*Scripting the cold war*”; “*Organising the cold war*”; “*Politics of productivity*”; “*Opinion makers and covert action*” et “*Cold war and popular culture*”. Les discours introductifs, les exposés et les discussions furent d'une haute tenue scientifique, ce qui n'a rien d'étonnant, vu la qualité des historiens invités, en tête desquels on trouvait l'éminence grise **David Caute**.

W. Scott Lucas (Université de Birmingham) a commencé avec ce que devaient être selon lui les thèmes d'une étude de ce conflit ‘culturel’ spécifique: la formation d'un réseau mélangeant l'étatique et le privé en vue de gagner la guerre froide en termes de lutte entre “*ways of life*”; la promotion de l'idéologie américaine comme idéologie universelle, alors qu'aux *USA* il ne venait même pas à l'esprit qu'il pouvait s'agir d'une idéologie; le triptyque Etat – média – public qui ne produisait pas seulement de la propagande mais une véritable “culture” américaine pour la justification de la politique extérieure *US*.

Deux exposés pratiques purent en illustrer certains aspects. Dans les “Femmes américaines et l'offensive soviétique de la paix”, **Helen Laville** a approfondi le rôle des associations féminines américaines dans le combat engagé à l'encontre de l'approche des Russes, qui essayaient d'élaborer une relation à la paix spécifique aux femmes. De son côté, **David Ellwood** a évoqué la propagande entourant le plan Marshall en Italie, laquelle échoua complètement sur le plan du changement des habitudes et des pratiques de larges couches de la population, mais devint bel et bien un modèle pour l'*establishment*.

Marc Lazar (Université Paris X) a présenté la “culture de guerre froide” des PC italien et français au sein du forum “*Organising the cold war*”. D'un point de vue comparatif, le PCI a davantage essayé de marquer l'idéologie et la propagande de son ton propre, non parce qu'il ne s'inscrivait pas dans la ligne soviétique, mais parce que le PCI voulait éviter la ghettoïsation, ce que le PCF ne craignait pas de subir.

Au cours des exposés suivants, **Richard Aldrich** s'est concentré sur la soi-disant guerre de l'information du “*Cultural Relations Department*” britannique, et **Valérie Aubourg** sur l'organisation de l'atlantisme dans “Bilderberg et l'Institut atlantique”. Le *CRD*, qui s'était occupé pendant la guerre des contacts culturels et intellectuels interalliés, se développa en

une machine de guerre clandestine destinée à endiguer les influences soviétiques dans le monde des fédérations, des festivals et des mouvements internationaux (surtout sur le plan culturel et sur celui de la jeunesse). Le groupe Bilderberg et l'*Atlantic Institute* – tous deux financés par la fondation Ford – s'essayèrent à préparer les élites européennes et américaines à une communauté atlantique; leur plus grand succès survint dans les années soixante, lorsqu'ils parvinrent à limiter la prise de distance de l'establishment gaulliste en France.

Le forum "*Politics of productivity*" a fait entrer en ligne de compte un autre aspect, présenté par **Anthony Carew** (Université de Manchester) dans son exposé introductif sur la politique de productivité et la politique anticommuniste dans le contexte des *USA* et du mouvement international des travailleurs. Le *CIO* (*American Congress of Industrial Organisations*) a joué un grand rôle dans les tentatives d'élévation du niveau de productivité en Europe. A l'occasion d'un projet-pilote entrepris en ce sens avec les syndicats européens non communistes, le *CIO* avait d'ailleurs mis l'accent sur les techniques de négociations salariales collectives, ce que les hautes instances de l'administration Marshall et surtout les cercles patronaux européens avaient en fait peu apprécié. Carew montra que l'approche plus directement anticommuniste de l'*American Federation of Labour (AFL)* était un élément important de la concurrence avec le *CIO* pour l'attribution des allocations gouvernementales au profit de leurs programmes respectifs développés autour de l'aspect 'travail' du plan Marshall.

Nina Fischman et **Till Geiger** présentèrent des exposés complémentaires au sujet d'une part de la réaction des syndicats

britanniques à l'égard de la politique de productivité, et d'autre part de l'emploi de nouvelles techniques d'analyse pour l'établissement des revenus nationaux ("*national income analysis*"). L'effet anticommuniste de la politique de productivité semble limité, selon Fischman, d'abord parce qu'elle était déjà devenue la norme dans l'industrie de guerre britannique, ensuite du fait de l'optique quasi "artisanale" dans laquelle se situait un certain nombre de *trade-unions*. Geiger poursuivit sur la lancée en évoquant les antécédents de l'introduction du "*national income analysis*" américain en Europe. L'emploi de celui-ci avait pour but de coordonner le réarmement occidental, mais au-delà de ce but direct, l'introduction sous la pression américaine – via l'Organisation de Coopération économique européenne – d'un système de compte national standardisé devait aider à intégrer l'Europe dans la politique américaine.

Le dessein caché des Américains était de manière plus manifeste encore au programme du forum abordant la question des faiseurs d'opinion et de l'action clandestine. L'exposé introductif de **Frances Saunders** (absente, journaliste au *New Statesman*) s'étendait sur le fait que la *CIA*, entre autres via l'allocation secrète de fonds par le soi-disant *Congress for Cultural Freedom (CCF)*, menait par le bout du nez un grand nombre d'intellectuels ouest-européens (notamment de gauche non communiste). Cette vision a été mise en doute dans l'exposé de **Hugh Wilford**, qui étudiait plus spécifiquement la gauche britannique et la *CIA*. Fort d'un certain nombre d'exemples, il attira l'attention sur le fait que la *CIA* finançait en effet cercles, revues, etc. de la gauche intellectuelle britannique, mais que ceux-ci, à la grande frayeur des Américains, suivaient leur propre voie et que l'utilisa-

tion “propagandiste” de ces cercles ne répondit pas du tout à leurs attentes.

Ingenborg Philipsen apporta sa pierre à l'édifice en évoquant le rejeton du *CCF* au Danemark, la *Society for Freedom and Culture*, qui était plus soucieuse de propagande politique et de pêche à l'information que d'influence culturelle – ce qui n'était guère étonnant, le dirigeant de celle-ci étant le chef d'un service secret privé, étroitement lié au service de renseignements danois. **Tity De Vries** traita le cas néerlandais, ou plutôt le non-cas, car le *CCF* ne s'installa jamais aux Pays-Bas malgré le fait que le pays figurait parmi les plus fidèles alliés des Américains. Elle l'expliqua notamment par le manque d'engagement politique des écrivains et des artistes, l'absence de débat public et la perception négative de la culture américaine.

En guise d'ouverture au dernier forum, portant sur la guerre froide et la culture populaire, **Jessica Gienow-Hecht** (Université de Harvard) nous fit un exposé sur “La culture et la guerre froide”, en insistant sur le fait qu'en réalité, “l'exportation culturelle” (américaine) et la “propagande culturelle” formaient un groupe particulièrement hétérogène d'actions, de motivations et de personnes, dépendant ou non du gouvernement. Elle a par ailleurs établi dans sa recherche que la propagande de guerre froide stimulait tout autant la “haute” culture (la politique

musicale américaine en Allemagne, par exemple, en revenait à des contacts existant depuis le 19^e siècle), qu'elle en manipulait les représentations.

David Monod et **Hugo Frey** présentèrent dans ce contexte deux études de cas, respectivement celui de *Porgy and Bess* en tant que propagande de guerre froide, et celui de la réception de Hitchcock dans la France de la guerre froide. *Porgy and Bess* – cofinancé par le Département d'Etat – fit une tournée européenne de 1952 à 1956, URSS incluse, diffusant le message sous-jacent qu'aux Etats-Unis, les noirs n'étaient pas considérés comme citoyens de seconde zone. De même, les films de Hitchcock ont évidemment joué un rôle dans l'attraction exercée par l'Amérique sur les Français.

On le constate, Middelburg nous a offert une analyse à froid de l'influence “culturelle” tant clandestine que transparente des *USA*, en Europe de l'Ouest, de son caractère disparate et du (manque de) succès de ces entreprises. Un très bon colloque donc, combinant dans sa diffusion de recherches récentes qualité d'expression et caractère scientifique, le tout dans le cadre d'une problématique particulièrement intéressante. Les Actes du colloque se devront d'être d'aussi bonne facture, tout autant qu'un second colloque prévu, qui devrait aborder davantage la problématique du point de vue soviétique.

Dirk Martin

NB: Ceux qui désireraient en savoir plus au sujet du *RSC* peuvent consulter son site: <http://www.roosevelt.nl>

La Caisse des Dépôts et Consignations, la Seconde Guerre mondiale et le 20^{ème} siècle

Au cours de la décennie écoulée, la Caisse des Dépôts et Consignations fut, à plusieurs reprises, interpellée par des membres de la communauté juive française. Son rôle dans la spoliation des Juifs de France avait jusqu'alors été largement occulté. Devançant la volonté politique, la Caisse des Dépôts et Consignations décida, en 1996, de se livrer à son propre examen de conscience. Elle se dota pour se faire des moyens matériel et humain nécessaires, recrutant entre autres, pour cinq ans, des archivistes, des économistes et des historiens.

Le colloque qui s'est tenu les 28, 29 et 30 novembre dernier, à Paris, est le résultat du travail accompli par cette équipe, au départ des archives de l'institution, préalablement collationnées. Ces travaux, publiés sous le titre *La spoliation antisémite sous l'Occupation: consignations et restitutions*¹, complètent fort à propos le Rapport général dressé par la Mission d'étude sur la spoliation des Juifs de France, communément appelée Mission Mattéoli.

Les interventions du 28 novembre furent surtout centrées sur le statut et le fonctionnement d'une institution, qui devrait fêter son bicentenaire dans une quinzaine

d'années. En raison de leur approche franco-française, elles ne présentaient qu'un intérêt limité pour un public étranger.

Les communications du lendemain se focalisèrent sur la Seconde Guerre mondiale et le rôle particulier rempli par la Caisse des Dépôts et Consignations au cours de l'occupation. De 1941 à 1944, elle servit en effet de réceptacle au produit de la liquidation des biens, mobiliers et immobiliers, confisqués aux Juifs. **Sylvain Manville** et **Pierre-Yves Aigrault** décrivent les modalités du pillage organisé à la lumière de l'amende du milliard (1941-1942) et des biens saisis sur les internés de Drancy. L'implication d'un organisme d'Etat dans le processus de spoliation, fait unique en Europe, soulevait bien des questions quant à la neutralité, réelle ou supposée, de cet organisme. En d'autres termes, la Caisse, bras séculier de l'Etat, fut-elle un instrument inconscient de la spoliation, comme elle le prétendit après-guerre ? **Alya Aglan** analysa fort brillamment la situation: elle échafauda la théorie du rouage neutre, à laquelle se rallia, entre autres, **Philippe Verheyde**, qui

¹ CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, *La spoliation antisémite sous l'Occupation: consignations et restitutions. Rapport définitif*, Paris, 2002.

se concentra sur les modalités de restitutions et de réparations après-guerre.

L'institution, en d'autres circonstances jalouse de son autonomie statutaire, se transforma en 'exécutante passive' des injonctions de Vichy. Elle se mua, par là même, en outil dévoyé au service de l'Etat: prélevant ici, soldant là, elle dérogea à son devoir de protection contre la rapacité publique, des fonds qui lui avaient été confiés. Pour sa défense, l'institution se présenta comme le bouclier – factice – épargnant, dans le même temps, le patrimoine individuel et collectif convoité par l'occupant. La collaboration d'Etat qui s'instaura entre le *Reich* et l'Etat français fut évidemment à l'origine de cette perversion du rôle de la Caisse. **Michel Margairaz** enchaîna tout naturellement par une réflexion sur la collaboration financière et évoqua les avantages que l'Etat et l'institution avaient à y trouver, notamment en matière de souscription de contrat d'assurance –

thématique développée par **Magali Renard**.

Les contributions du surlendemain évoquèrent la situation dans les différents pays impliqués dans un processus de désenjuivement de l'économie et de la société – l'Italie (**Marie-Anne Matard-Bonucci**), la Belgique (**Jean-Philippe Schreiber**), les Pays-Bas (**Gerard Aalders**), l'Allemagne (**Christopher Kopper**), et accessoirement la Suisse (**Marc Perrenoud**) – et tentèrent, dans la mesure du possible, d'établir un parallèle avec la situation française.

Ce colloque a mis en évidence la richesse des archives de la Caisse des Dépôts et Consignations, et a permis de mesurer les efforts consentis par cette dernière en vue de leur conservation et de leur exploitation. Le travail accompli en ses murs, qu'il s'agisse du traitement scientifique ou informatique des données exhumées, constitue une étape importante dans un processus de restitution plus large engagé par l'Etat français.

Anne Godfroid

Anne Godfroid a travaillé au Centre pour une période de trois mois, dans le cadre du projet "Les chemins de la mémoire" initié par le Mémorial de Caen. Engagée depuis par le Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, elle finalisera néanmoins, en parallèle, ce projet international. Nous lui souhaitons bonne route !

Krieg – Kriegserlebnis – Kriegserfahrung in Deutschland 1914-1945. Vergleichende Aspekte einer deutschen Militär- und Erfahrungsgeschichte in den beiden Weltkriegen

Potsdam, 13-15 mars 2001

Ces dernières années, l'historiographie militaire classique allemande a été attaquée de divers côtés. Ainsi la *Wehrmachtsausstellung* de 1995, organisée par le *Hamburger Institut für Sozialforschung*, montrait l'implication de l'armée allemande dans une guerre d'extermination. Par ailleurs, de jeunes historiens ont plaidé pour un renouvellement approfondi de l'histoire militaire¹. A leurs yeux, les recherches doivent s'orienter résolument vers les expériences du "soldat ordinaire". Le succès de ce courant transparait aussi dans le fait que même le *Militärgeschichtliches Forschungsamt (MGFA)*, jadis un pilier d'une approche plus traditionnelle de l'histoire militaire, n'est pas resté insensible à cette approche; le titre du colloque "*Krieg - Kriegserlebnis - Kriegserfahrung in Deutschland 1914-1945. Vergleichende Aspekte einer deutschen Militär- und Erfahrungsgeschichte in den beiden Weltkriegen*" dont il fut l'organisateur, en témoigne déjà. Par là, le *MGFA* reconnaît aussi implicitement le lien qui existe entre les deux guerres. Les thèses de Fischer semblent donc avoir été enfin acceptées

implicitement par les représentants de l'armée allemande. Le colloque se déroulait à Potsdam où le *MGFA* s'est récemment installé et présentait un programme copieux, composé de contributions de qualités diverses.

La première section était consacrée à la question de savoir si l'aspect totalitaire des deux guerres mondiales pourrait constituer l'élément fédérateur pour l'étude de la première moitié du XXe siècle. **Bruno Thoss** (*MGFA*) a plaidé pour l'utilisation du terme de violence comme élément fédérateur d'une nouvelle approche de la guerre. **Rolf-Dieter Müller** de son côté proposa un concept plus classique, celui de la "guerre totale".

La deuxième section était consacrée aux soldats. Tenant compte de l'intérêt grandissant pour l'histoire des marginaux (cfr dernier numéro de *14-18. Aujourd'hui - Today - Heute*, la revue de l'*Historial*), **Christophe Jahr** (*HU-Berlin*) a analysé le phénomène de la désertion pendant les deux guerres. La radicalisation qu'il

¹ Thomas KÜHNE & Benjamin ZIEMANN (dir.), *Was ist Militärgeschichte ?*, Paderborn [e.a.], 2000.

relève au niveau des condamnations à mort pour désertion (1914-18: 48; 1945: environ 15.000) n'est cependant pas directement liée à la présence des nationaux-socialistes, comme on pourrait le penser. Pour bien expliquer ce phénomène, il faut, selon Jahr, se pencher sur la soi-disant culpabilité du monde judiciaire dans le fameux "poignard dans le dos". En effet, dans les années vingt, l'idée que l'inertie des juges à l'égard des troubles dans l'armée allemande a contribué à la défaite commence à faire son chemin. Pour éviter le même reproche pendant la Seconde Guerre mondiale, les institutions judiciaires se montrèrent particulièrement sévères. La population civile était le thème de la troisième section. **Ute Daniel** (*TU-Braunschweig*) y a présenté la contribution la plus intéressante. Elle s'est livrée à une analyse sexuée du *Front* et du *Heimatfront*. Toutes les contributions concernant l'occupation démontrent qu'une analyse comparative des deux guerres reste un exercice difficile. L'absence de fil rouge a rendu la comparaison entre la Belgique (**Pierre Lierneux** - ERM), le Nord de la France (**Ludger Tewes** - *Universität Bochum*), la Pologne (**Cezary Krol** - Académie des Sciences) et la Biélorussie (**Bernhard Chiari** - *MG FA*) impossible. Les contributions de la dernière section étaient très diverses. C'est principalement la très fine analyse conceptuelle de la littérature relative à "guerre et violence" de **Benjamin Ziemann** (*Universität Bochum*) qui a retenu l'attention. Le colloque s'est clôturé par trois contributions sur le travail de mémoire de l'expérience de guerre dans la littérature, la peinture et le film.

Quelles conclusions peut-on tirer de ce colloque pour l'historiographie belge ? D'abord que l'étude comparative de l'histoire des guerres en Belgique en est encore à ses premiers balbutiements. Or le fait exceptionnel que la Belgique ait été occupée à deux reprises pendant une longue période, suscite un vif intérêt en Allemagne. On peut d'ailleurs y ajouter que la recherche sur la Belgique pendant la Première Guerre mondiale a connu récemment un fort regain d'intérêt outre-Rhin. Un effort s'impose donc aussi du côté belge.

Ensuite, la nouvelle histoire militaire allemande peut être une source d'inspiration pour l'historiographie militaire en Belgique. L'histoire de l'expérience du front reste encore à écrire; le cas belge, spécifique par rapport aux autres pays, nécessite une attention particulière. Le thème de la relation entre le front et le front intérieur est encore en friche. Le phénomène de la désertion a été essentiellement analysé dans le cadre du flamingantisme. Des sujets tels que l'ennui au front ou la réintégration des soldats dans la société civile sont à peine étudiés. Espérons que l'inventorisation en cours au Musée Royal de l'Armée de fonds importants jusqu'ici fermés, va susciter un nouvel intérêt pour l'histoire militaire en Belgique. En effet, si les historiens militaires belges prennent leurs distances d'une "histoire bataille" et s'orientent résolument vers une histoire des "expériences" (*Erfahrungsgeschichte*) des militaires, cette discipline historique a encore un bel avenir devant elle.

Benoît Majerus et Antoon Vrints

European Science Foundation – Groupe de travail “The Structures of daily Life”

Oxford, septembre 2001

La *European Science Foundation* peut être comparée au Fonds national de la Recherche scientifique ou au *Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek Vlaanderen*; l'organisation finance des projets de recherche européens à moyen terme, projets auxquels participent des chercheurs issus de divers pays d'Europe occidentale et orientale. Un des projets en cours en sciences humaines porte sur “L'occupation en Europe: l'impact des régimes national-socialiste et fasciste”. Au sein des différents groupes de travail (“*Teams*”), on analyse l'impact à long terme de l'occupation sur les sociétés des divers pays. Ces groupes de travail abordent les thèmes suivants: “La lutte pour la légitimité en politique et en culture”, “La continuité des églises”, “Le développement des économies locales”, “Les migrations”, “La persécution et l'extermination des juifs”, “Les structures de la vie quotidienne”. C'est à ce dernier groupe de travail que nous avons participé.

Ce groupe a tenu une première rencontre à Oxford du 6 au 9 septembre 2001. Des participants venus de Grèce, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, de France, de Tchéquie, de Pologne, du Danemark et de Belgique ont abordé diverses facettes de la vie quotidienne entre 1940 et 1942:

la violence contre les femmes, la vie quotidienne dans les régions industrielles, les activités de résistance, la publicité, l'application du droit pénal allemand dans les régions occupées. La question des sources à utiliser pour des recherches portant sur la vie quotidienne a également été évoquée (presse clandestine, messages publicitaires dans les journaux).

Malgré la diversité des thèmes, une série de questionnements communs se sont dessinés. Ainsi, il est clair que la dimension politique ne peut être sous-estimée: la continuité (ou non) des structures de l'Etat et le rôle (nouveau) des élites (locales) ont été lourds de conséquences. La reconfiguration des relations sociales fera également l'objet d'autres recherches. La pénurie a été un catalyseur important en la matière. Les relations transitaient par des règles formelles et informelles, surtout en ce qui concerne les rapports avec l'occupant. Ces règles étaient non seulement élaborées par les pouvoirs publics mais aussi par les communautés (locales). Des groupes de travail seront organisés au cours des prochaines années autour de ces thèmes. Ces travaux déboucheront sur une publication; la prochaine réunion de travail aura lieu en septembre 2002.

Dirk Luyten

Par-delà les frontières nationales et académiques

Le colloque de Bondues du 20 octobre 2001

Il semble parfois que les frontières nationales conditionnent davantage les cadres de la recherche historique que la nature des phénomènes étudiés. Le Nord de la France ne fait pas exception à cette règle, puisque sa situation a bien souvent présenté davantage de similitudes avec la Belgique (ou certaines de ses parties, comme le Hainaut) qu'avec l'ensemble de la France. Et ce fut particulièrement le cas au cours de la Seconde Guerre mondiale, comme nous l'a rappelé le colloque tenu le 20 octobre dernier, à Bondues, près de Tourcoing. En organisant ce colloque, intitulé "*L'engagement dans la Résistance dans l'Europe du Nord-Ouest*", la commune de Bondues et l'Université de Lille-3 ont essayé de contribuer à l'analyse du phénomène par d'autres biais que celui de l'histoire strictement nationale.

Différentes interventions ont montré combien les variables régionales ont pu intervenir dans l'entrée en Résistance. Le souvenir de la première occupation, le rattachement administratif par les Allemands à la Belgique, la proximité géographique de la Grande-Bretagne, liés aux spécificités socio-économiques, ont façonné la montée du refus. Le cas des paysans et celui des universitaires ont été plus spécialement approfondis. Ce dernier s'appuyait d'ailleurs sur une comparaison avec l'exemple, bien connu chez nous, des

universités belges. Notre collègue **Fabrice Maerten** a renforcé cette perspective comparative par un exposé sur la problématique du Hainaut, une province à la fois indissociable du contexte belge, et très proche, géographiquement et socio-économiquement, des départements septentrionaux. Deux exposés, le premier portant sur la zone sud et le second, plus original, sur la Lorraine, ont encore renforcé l'idée de développements régionaux d'autant plus accentués qu'ils se produisent dans une France administrativement éclatée.

Associé à une petite exposition, ce colloque s'adressait à un public particulièrement 'métissé', mélange d'historiens professionnels et d'enseignants, d'amateurs d'histoire et d'anciens résistants. Les communications étaient entrecoupées de témoignages de ces derniers. Si ceux-ci font parti du lot quotidien des membres de la profession, ils n'en fournirent pas moins autant d'apports vécus aux considérations plus théoriques des historiens, susceptibles de contribuer à l'intérêt d'un public débordant largement le cénacle restreint de la recherche scientifique. Un type de manifestation peu encline à engendrer des débats épiques entre spécialistes de questions pointues, mais qui contribuera à sa manière à combler le fossé parfois trop large entre ceux-ci et un plus large public.

Emmanuel Debruyne

Le travail obligatoire en France

Un colloque à Caen

Les 13, 14 et 15 décembre 2001, se déroulait au célèbre Mémorial de Caen, un colloque international sur le thème "La main-d'œuvre française exploitée par le III^{ème} Reich". Il s'agissait d'une initiative de la Fédération nationale des Rescapés et Victimes des Camps nazis du Travail forcé, qui après des années de démarches difficiles et souvent pénibles, reçut l'appui d'importantes instances politiques et scientifiques françaises.



Trois journées durant, presque tous les aspects de la mise au travail en Allemagne nazie furent examinés sous la loupe avec, bien entendu, un accent spécial sur l'implication des Français dans ce recrutement de forces de travail pan-européen. Tant les répercussions du STO (Service du Travail obligatoire) au niveau régional qu'au niveau national furent approfondies. Les discussions qui clôturaient chaque session n'étaient pas seulement le fait de scientifiques, mais étaient aussi truffées de témoignages d'anciens travailleurs forcés français. Ils firent part, souvent d'une manière très émotive, de leurs expériences et expliquèrent leurs sentiments d'indignation concernant leur non-reconnaissance en tant que déportés. En France, ils sont en effet souvent encore considérés comme des patriotes de second rang.

Les contacts informels dans les coulisses conduisirent également à un échange d'idées plus approfondi sur des sujets controversés qui n'avaient pas été complètement débroussaillés durant les sessions, et à quelques rendez-vous intéressants. Ainsi par exemple, après la séance consacrée au travail obligatoire en Europe, on s'est mis d'accord sur le principe d'organiser en 2002 ou 2003 une journée d'étude ou un colloque dont le fil conducteur sera basé sur une approche comparative du travail obligatoire en Europe de l'Ouest.

Frans Sellelagh

Voorwaarts au Parlement flamand

En septembre 1999, paraissait dans la presse flamande un appel sous le titre *Voorwaarts maar niet vergeten* (Dépassé sans être oublié). Cet appel se situait dans le contexte de l'après décret Suykerbuyk, décret qui, rappelons-le, avait été cassé par la Cour d'Arbitrage. Il émanait d'un groupe d'intellectuels flamands, au nombre desquels on retrouvait plusieurs historiens. Tout en condamnant fermement la collaboration considérée comme "un déraillement du mouvement d'émancipation politique", ces intellectuels voulaient tourner la page non pas en oubliant le passé mais en tendant à la clémence. Cette première initiative a été suivie, un an plus tard, du célèbre "pardon historique" prononcé en août 2000 par Frans-Jos Verdoodt à la tribune du pèlerinage de l'Yser. Il s'agissait d'un pardon lancé pour les fautes, les erreurs d'appréciation et les mauvaises alliances scellées il y a près de 60 ans par une partie du nationalisme flamand.

Dès sa création, les objectifs du groupe *Voorwaarts* furent, entre autres, d'approfondir la réflexion sur le thème de la "réconciliation" et d'entrer en contact avec des francophones. Ces contacts ont trouvé une première concrétisation lors d'une journée d'étude au Parlement flamand le 9 juin dernier¹. Cette manifestation a bénéficié d'un écho médiatique particulier qui tenait à la fois aux circonstances, au lieu de la réunion et au discours de clôture. Quelques semaines auparavant, Johan Sauwens, ministre du gouvernement

flamand, avait été contraint de démissionner suite à sa présence remarquée à une réunion du *Sint-Maartensfonds*, une organisation d'anciens volontaires du front de l'Est. Peu avant le 9 juin, le groupe *Voorwaarts* avait, quant à lui, reçu le prix du gouvernement flamand.

Plusieurs orateurs se sont succédé à la tribune. Le groupe *Voorwaarts* lui-même a été présenté par **Jan Debrouwere** après qu'**Herman Balthazar** ait introduit la journée. La communication la plus remarquée a sans conteste été celle de **Bruno De Wever** qui a clairement resitué la perspective: le passé n'est pas le champ exclusif de l'historien académique même si toutes les approches du passé ne se valent pas. L'historien a des responsabilités sociales et c'est à ce titre qu'un certain nombre se retrouvent dans le groupe *Voorwaarts*. Concernant l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, il a, une fois de plus, rappelé l'importance et le volume des études consacrées à cette question et la vision somme toute assez consensuelle au sein du monde scientifique sur nombre de thèmes délicats, ce qui n'exclut pas le débat. Il n'y a donc ni "secret", ni tabou, ni complot. A propos de la collaboration, il a clairement rappelé que ses objectifs étaient ni plus ni moins que la destruction de la société civile flamande. Ce faisant, il a insisté sur la nécessité de distinguer la collaboration, de la politique du moindre mal. Enfin, il a évoqué le contexte de la répression.

¹ Les actes de cette journée ont d'ores et déjà été publiés: F.S. VERDOODT (dir.), *Voorwaarts maar niet vergeten. Acta van de studiedag*, Anvers, Academia Press, 2001.

Jaap Kruithof a présenté une contribution de type plus philosophique portant respectivement sur les notions complexes d'oubli, de pardon et de réconciliation. Tout en condamnant fermement l'amnistie, il a fait appel à un geste du pouvoir.

La seconde partie de la journée était consacrée à des réflexions. Quatre orateurs ont pris la parole: **Jan Bank**, professeur "d'histoire patriotique" à l'Université de Leyde et attaché au *Nederlands Instituut voor Oorlogsdocumentatie*; **José Gotovitch**, directeur du CEGES et professeur à l'ULB; **Jean Puissant**, professeur à l'ULB, et **Ludo Abicht**, philosophe et professeur émérite. Jan Bank s'est focalisé sur la situation néerlandaise où la question de la répression de la collaboration a surtout été appréhendée par une approche de psychologie sociale. José Gotovitch a, lui, souligné la difficulté du travail de l'historien et surtout la difficulté d'influer sur les mentalités collectives. Il a rappelé les différences de sensibilité de part et d'autre de la frontière linguistique tout en mettant en garde contre les simplifications abusives et les amalgames généralisateurs. Concernant la répression, il a souligné combien la justice et son fonctionnement sont un reflet de la société et de son fonctionnement. Il a attiré l'attention sur le danger que représenterait l'étude des "dérapages de la répression" sans prise en compte du contexte sociétal général. Il a aussi évoqué l'impossibilité de tourner la page: les faits demeurent; ce qui est possible et nécessaire, "c'est d'oublier les personnes". Il faut ouvrir les sociétés au dialogue mais la notion de pardon, estime José Gotovitch, ne cadre pas avec une approche historique des phénomènes. Jean Puissant a égale-

ment insisté sur l'oubli impossible et, plus encore, sur l'oubli comme handicap pour faire fonctionner les sociétés, se référant à celles qui font l'impasse, pour des raisons politiques, sur ce qui s'est passé. Il a évoqué la question de l'amnistie comme facteur de blocage tout en insistant sur l'importance des notions d'émancipation sociale et culturelle. Quant à Ludo Abicht, il a essentiellement plaidé pour le dialogue.

Le socialiste **Norbert De Batselier**, président du Parlement flamand, a clôturé la journée par un discours très bien documenté et remarqué. Il a annoncé qu'il comptait prendre une initiative avec l'ensemble des partis démocratiques, un signal dans le sens d'une réconciliation. Une intention qui est entrée dans sa première phase de concrétisation début janvier 2002. Cinq fractions des partis démocratiques flamands ont déposé une proposition de résolution condamnant la collaboration et reconnaissant les erreurs et les dérapages de la répression et de l'épuration. L'ensemble de la proposition se situe pleinement dans la lignée des travaux du groupe *Voorwaarts*.

Signalons par ailleurs une initiative conjointe du CEGES et des éditions Labor qui préparent un ouvrage de synthèse destiné au public francophone et qui contiendra un état de la question sur la collaboration en Flandre et en Wallonie, une présentation de la répression, une analyse des stéréotypes concernant la guerre, l'occupation, la résistance et la collaboration dans toutes les régions du pays, une analyse de la question de l'amnistie ainsi qu'une présentation du groupe *Voorwaarts*. Cet ouvrage devrait paraître à l'été 2002.

“Omgaan met het verleden”

À l’initiative de Charta 91 et de l’*Unesco-Centrum Vlaanderen*, et en collaboration avec *Points critiques*, l’*UFSIA* et des historiens issus de diverses institutions, une journée d’étude sur le thème “*Omgaan met het verleden*” s’est tenue à Anvers, dans les locaux de l’*UFSIA*, le 24 novembre 2001. La date n’avait pas été choisie au hasard puisqu’il s’agissait d’évoquer le 10^e anniversaire du “*zwarte zondag*”. Mais tel n’était pas le seul objectif : les promoteurs de cette journée voulaient aussi s’adresser à l’opinion publique, à l’instar de la démarche du groupe *Voorwaarts*, pour attirer l’attention sur les enjeux de mémoire. Au cœur de ces enjeux, plusieurs questions se télescopent : la collaboration mais aussi l’attitude de certaines élites traditionnelles, l’importance du génocide, la sélection des faits, la notion d’oubli. Ce sont là des thèmes omniprésents et particulièrement sensibles.

Herman Van Goethem (*UFSIA*) a focalisé son exposé autour de trois axes : les différences de sensibilités entre la Flandre et la Wallonie, les enjeux politiques et sociétaux de la répression, et l’évolution de l’historiographie. **Bruno De Wever** (Université de Gand) a situé les problématiques dans une perspective plus large, évoquant les parallélismes possibles avec les Pays-Bas à propos desquels il a souligné le rôle des historiens et les polémiques récentes autour de l’ouvrage *Grijs verleden* de Chris Van der Heijden. Il a aussi tracé des parallélismes sur le plan institutionnel, mettant l’accent sur les rôles respectifs du *NIOD* et du *CEGES*. Abordant le cas spécifique de la Flandre, il a épinglé le rôle particulier de certaines

productions historiques telles que *Twintig eeuwen Vlaanderen* et l’*Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* dans la formation des mentalités collectives et l’accès au débat public de milieux issus ou proches de la collaboration.

Dirk Luyten (*CEGES*) a refait la genèse de certains courants anti-démocratiques en Flandre dans l’entre-deux-guerres. Il a montré combien le discours critique à l’égard de la démocratie était indissociable de la construction de l’espace politique flamand même s’il n’est évidemment pas l’apanage du nord du pays. De marginale qu’elle était au cours des années vingt, la critique gagne en intensité à la faveur de la crise économique. Ce phénomène n’est évidemment pas spécifique à la Flandre mais il va y prendre une dimension particulière de par la volonté de dimension intégrative de ce discours dans une perspective plus générale d’émancipation du peuple flamand autour d’un axe double qui se nourrit de modernisme et de traditionalisme.

Paul Verbraeken (*Charta 91*) a, pour sa part, évoqué la croissance constante du *Vlaams Blok* en Flandre et l’évolution de l’attitude des partis traditionnels. Il s’est attardé sur des scénarios de contagion du discours d’extrême droite au sein d’autres formations tout en abordant lui aussi le climat intellectuel très particulier d’une certaine Flandre qui véhicule depuis toujours une dimension apologétique du passé. Il a posé la question du rôle de l’historien à ce sujet.

La dernière partie de la journée était consacrée à une table ronde. **Pieter Lagrou**

(CNRS-IHTP), **Georgi Verbeek** (*KUL*), **Frans-Jos Verdoodt** (*ADVN*) et **Chantal Kesteloot** (*CEGES*) étaient invités à réagir à la fois sur la thématique générale de la journée et sur la question de la résurgence du passé en Flandre et ailleurs. Enfin, **Gita Deneckere** (Université de Gand) a livré, en guise de conclusion, quelques considérations sur le rôle des historiens et sur l'omniprésence des

débats sur le poids du passé. Bref, une journée intéressante qui montre combien ces questions interpellent les historiens et pas uniquement en Flandre. Les questions posées ne sont certes pas neuves mais elles correspondent à une demande sociale toujours en attente, un appel auquel les historiens ne peuvent demeurer indifférents. Là aussi, on attend les actes avec intérêt.

Chantal Kesteloot

Fédéralisme et réformes de structures

Un souffle nouveau pour le PCB

Le Centre des Archives communistes de Belgique, le Centre d'Histoire et de Sociologie des Gauches et le Fonds d'Histoire du Mouvement wallon organisaient conjointement le 27 octobre 2001 un colloque sur le thème "Fédéralisme et réformes de structures anticapitalistes 1960-1965. Un nouveau souffle pour le Parti Communiste de Belgique".

Ce colloque faisait le pari audacieux de mettre en présence non seulement des chercheurs mais aussi des militants. Une telle initiative n'est pas sans risque. Certains acteurs ont du mal à réfléchir sur l'événement et les actes qu'ils ont posés. Qui plus est, l'histoire du communisme est indissociable de son devenir ultérieur et il reste difficile pour certains de l'appréhender aujourd'hui dans la sérénité.

Malgré un programme très chargé et des orateurs parfois trop bavards, la journée a bien répondu aux multiples attentes qu'elle s'était fixées. Certes, elle ne met pas un point final à l'histoire du PCB durant cette période, que du contraire ! Mais elle a balayé la diversité des engagements et des combats du monde communiste et de la gauche radicale même si on peut regretter l'absence de toute communication consacrée à la jeunesse. Le début des années 1960, aussi qualifié "d'embellie" dans l'histoire du PCB offre en effet un terrain privilégié d'analyse. Mais cette notion même d'embellie se doit d'être nuancée. Si le PCB se porte mieux, c'est qu'il était tombé au plus bas au cours de la décennie 1950. Mais les grève de l'hiver 1960-1961 vont être l'occasion pour les communistes d'un redéploiement militant. Après quelques hésitations, ils

endosseront la bannière du fédéralisme même si, comme cela est apparu à maintes reprises au cours de la journée, cet engagement n'a jamais occupé tout l'espace militant: le combat en faveur de la paix, la lutte ouvrière et syndicale offraient aux militants communistes autant d'espaces et de visibilité.

La question a d'ailleurs été posée: comment concilier cet engagement fédéraliste (wallon) dans une structure nationale qui ne laisse guère d'autonomie aux communistes flamands et wallons ? Comment concilier une culture politique internationaliste et un discours wallon ?

Le début des années 1960 est également marqué par le sceau du grippisme qui a mobilisé bien des énergies même si, en définitive, c'est surtout la fédération bruxelloise qui a été touchée. Ces années sont aussi à placer sous le sceau d'un foisonnement militant qui se retrouve éclaté entre le trotskysme au sein et à l'extérieur du PSB, et la mouvance wallonne au sein

du Parti wallon des Travailleurs et de l'Union de la Gauche socialiste. Par rapport à ces noyaux, le PCB devait aussi lutter pour sa légitimité propre.

Malgré l'embellie, le PCB continuait d'être mal considéré et plusieurs orateurs ont souligné les rapports parfois difficiles entre le monde communiste et les milieux syndicaux. Les relations n'étaient pas non plus toujours aisées avec certaines branches du mouvement wallon où les communistes tentaient également de jouer un rôle actif. Le témoignage des militants a mis en lumière, à la fois la diversité des situations dans une Wallonie aux visages multiples, et le souvenir des luttes: les grèves et les projets de maintien de l'ordre bien sûr, mais aussi la participation particulièrement active des communistes au vaste pétitionnement de l'automne 1963.

Bref, une journée intéressante qui trouvera un prolongement dans la parution des actes annoncée pour 2002.

Chantal Kesteloot

Le Parti social chrétien

Histoire et futur

Le 21 février 2001, le Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles organisait une journée de réflexion sur le devenir potentiel du PSC à la lumière de son passé récent. L'initiative se devait d'être soulignée à un moment où, compte tenu de ses derniers déboires électoraux, le parti semble se trouver à la croisée des chemins. Le projet paraissait d'autant plus digne d'intérêt qu'il mar-

quait nettement son intention de sortir des lieux communs liés à une analyse superficielle de la situation pour tenter de décrypter les ressorts profonds du phénomène.

La journée a, de manière générale, répondu à l'attente, alliant non sans un certain bonheur histoire et politique. Ainsi, **Pascal Delwit** et **Christian**

Vandermotten ont chacun selon leur angle spécifique, bien mis en évidence l'évolution du vote social chrétien en Belgique depuis l'avènement du suffrage universel. Ils ont tous deux souligné la fracture des années 60, qui marque la fin de l'hégémonie du PSC/CVP sur le pays. S'appuyant sur la répartition géographique des votes à travers le XXe siècle, Vandermotten a en outre tenté d'aller au-delà des constats pour avancer une série d'éléments ayant pu jouer en défaveur du PSC/CVP. Outre des facteurs connus de longue date (laïcisation de la bourgeoisie, industrialisation précoce, recul de la pratique religieuse), il a mis en évidence l'importance du faire-valoir direct, qui a permis une émancipation plus rapide des populations vis-à-vis des notables catholiques locaux. Par ailleurs, à partir des années 60, le Parti libéral, en abandonnant ses positions anti-cléricales, a de plus en plus concurrencé en Wallonie l'espace traditionnellement investi par les sociaux-chrétiens, qui aujourd'hui sur l'ensemble du pays en sont réduits à peser sur des zones périphériques.

Si les contributions de **Lieven De Winter** sur les mutations à l'œuvre dans le vote social chrétien, et de **Pascal Delwit** et **Benoit Hellings** sur les mutations structurelles et organisationnelles du PSC ont essentiellement dépeint des traits contemporains, celles de **Paul Magnette** et de **Paul Wynants** ont replongé dans le passé pour poser des questions fondamentales quant au devenir du parti. En effet, Magnette s'est demandé à juste titre si le personalisme pouvait sauver le PSC

de l'impasse dans laquelle la crise de l'identité confessionnelle et la course au centre des autres partis semblent l'avoir conduit. L'ambiguïté inhérente à la création et à l'utilisation de ce concept depuis les années 30 ne paraît pas en tout cas augurer d'un remède miracle. Passant en revue les différentes étapes de l'évolution du PSC depuis 1945, Wynants a rejoint cette problématique en soulignant qu'après avoir été jusqu'en 1968 un parti du bien commun, le parti a cherché à se positionner dans un centre qui cachait mal les tensions entre gauche et droite. Aujourd'hui selon lui, il doit choisir sous peine de disparaître.

En tout cas, selon **Pierre Verjans**, le système de piliers (ou de cloisons) mis sur pied depuis la fin de la Première Guerre mondiale paraît ne plus avoir de raisons d'être dans une société de plus en plus décroïsonnée. Si, de nos jours, les structures chrétiennes situées hors du parti (enseignement, mutualités, syndicats) rencontrent encore un succès indéniable, ce n'est pas à cause des valeurs propagées, mais bien de la qualité des services rendus. Alors, le PSC a-t-il encore vraiment un avenir ? Joelle Milquet le croit bien évidemment, mais ses projets de relance du parti sur des bases personalistes exposées en fin de journée convaincront-elles l'électorat ? Ceci n'est bien sûr plus du ressort de l'historien...

Les actes de cette stimulante journée devraient être publiés au moment de la sortie de ce *Bulletin*.

Fabrice Maerten

Le rapport final de la Commission d'étude des biens juifs

Au terme de quatre années d'activités, la "Commission d'étude sur le sort des biens des membres de la Communauté juive de Belgique spoliés ou délaissés pendant la guerre 1940-1945" (désormais dénommée la Commission d'étude) a transmis très exactement le 12 juillet 2001 son rapport final au gouvernement ¹. Les recherches proprement dites menées avec une équipe limitée composée de 6 historiens et 2 historiens d'art ont en fait duré deux ans. La Commission d'étude est néanmoins convaincue d'avoir pu formuler des réponses aux questions essentielles.

En ce qui concerne la spoliation durant la période de l'occupation, la Commission a conclu que les services allemands sont effectivement parvenus à "désenjuiver" l'économie en Belgique mais que cette opération, abstraction faite du secteur du diamant, n'a été que d'un maigre avantage pour le *Reich* tant sur le plan financier qu'économique. Cette situation est principalement due au contexte juridique dans lequel l'Administration militaire allemande a encadré l'organisation du pillage; cet encadrement n'était à son tour pas un libre

choix mais la conséquence de la politique d'occupation de l'administration occupante: là où cela était possible, il s'agissait de laisser l'administration autochtone gérer la situation pour agir elle-même comme instance de contrôle. Ce choix a contraint l'administration militaire allemande à respecter, tout au moins de façon formelle, la législation belge. C'est pour ces raisons que les avoirs "juifs et ennemis" ont été gérés par une société anonyme de droit belge créée par l'administration militaire allemande; cette s.a. pouvait effectivement gérer des biens mais elle ne pouvait pas en disposer. C'est ainsi que, contrairement à la situation qui a prévalu en France et aux Pays-Bas, pays voisins, les biens juifs spoliés ont bien été centralisés, pour une partie essentielle, dans une banque de pillage, ils y sont demeurés jusqu'à la libération sans que l'occupant puisse en disposer.

Le régime d'occupation militaire en Belgique a déporté la population juive sur ordre de Berlin et pillé ses biens tout en permettant, de façon involontaire, qu'une partie de ses biens sortent intacts de la guerre.

¹ *Les biens des victimes des persécutions anti-juives en Belgique. Spoliation, Rétablissement des droits. Résultats de la Commission d'étude. Rapport final de la Commission d'étude sur le sort des biens des membres de la Communauté juive de Belgique spoliés ou délaissés pendant la guerre 1940-1945*, Bruxelles, 2001, 2 vol., 479 et 280 p.



Une partie des membres de la Commission d'Etude lors d'une de ces dernières réunions au 16 rue de la Loi, en juin 2001. De gauche à droite, assis: D. De Brone (directeur général du Ministère des Finances), R. Van Doorslaer (directeur), L. Buysse (président), I. Maduda-Lukebamoko (adjointe du directeur), N. Vanhove (Ministère des Affaires économiques), P. Martin (Ministère des Affaires étrangères); debouts: G. Van Gerven (avocat général ém. auprès de l'Auditorat général), G. Schneck (président ém. du Consistoire central israélite) et J.Ph. Schreiber (historien, ULB).

En ce qui concerne le rétablissement des droits après la guerre, la commission d'étude a également abouti à quelques conclusions significatives: "certains domaines ont fait l'objet d'un travail satisfaisant tandis que d'autres présentent de sévères lacunes et erreurs"².

En fait, il manquait aux responsables politiques et administratifs belges la compréhension de la signification réelle du judéocide. C'est là la raison principale pour laquelle la liquidation des biens juifs a en fait été menée par l'Office du Séquestre qui avait été créé pour gérer les biens des "ennemis" et des "suspects". Peu d'efforts ont été menés

pour rechercher les ayants droit des victimes. Les biens appartenant à des "inconnus" et à ceux qui n'avaient pas réagi après quelques années ont abouti, directement ou indirectement, dans le trésor public.

Parallèlement, les activités de l'Office de Récupération économique (ORE) et surtout de la petite cellule artistique existant en son sein n'ont donné que peu de résultats en matière de récupération des œuvres d'art et des biens culturels spoliés. Plus important encore, les victimes juives furent *de facto* exclues du processus de réparation des

² *Idem*, t. 1, p. 317.

dommages de guerre matériels. La clause de nationalité (environ 95 % de la population juive était composée d'étrangers) et la non-reconnaissance des déportés raciaux comme prisonniers politiques en sont la cause. Cette discrimination a été renouvelée lors de l'application de la législation *Wiedergutmachung*. Ce n'est que lors de la deuxième phase, qui portait spécifiquement sur l'indemnisation des biens, que les victimes juives ont reçu ce à quoi elles avaient droit (mais alors directement du gouvernement allemand).

Il n'y a que dans le secteur du diamant que la politique de rétablissement des droits a fait exception à la règle: l'improvisation belge et, en partie la pression américaine, ont finalement donné un résultat très satisfaisant. Est-ce un hasard s'il s'agit là d'un secteur économique important pour la Belgique, secteur dans lequel la population juive occupe sur le plan international une position clé ?

La commission d'étude se devait dès lors d'effectuer encore pas mal de recherches supplémentaires. Elle s'est, en la matière, concentrée sur les secteurs essentiels: l'Etat, le secteur des assurances et les institutions financières. La collecte des sources nécessaires n'a pas toujours été aisée et ce, particulièrement dans le secteur bancaire où ce

problème s'est posé jusqu'au terme des travaux. C'est pour cette raison que la Commission d'Etude, en ce qui concerne le secteur financier, a dû avoir recours à des extrapolations. Celles-ci étaient effectivement moins sûres que les données chiffrées des autres secteurs, fondées sur une documentation plus abondante. Le rapport final (exprimé en francs belges de la période de guerre) porte sur 74,2 millions pour l'Etat belge, 10,9 millions pour les assurances vie et 88,5 millions pour le secteur financier.

La Commission d'étude a tenté de reconstituer le plus fidèlement possible la réalité de l'immédiat après-guerre et, dans cette démarche, elle est allée beaucoup plus loin que les commissions du même type dans les pays voisins. C'est désormais aux représentants des associations juives et des autres parties concernées d'arriver à une solution négociée et de recueillir les fruits des travaux de la Commission d'étude.

Depuis, le projet de loi relatif au "dédommagement des membres de la communauté juive de Belgique pour leurs biens spoliés ou délaissés pendant la guerre 1940-1945" a été approuvé par la Chambre. Cette loi et la "Commission pour le dédommagement" à créer doivent, 55 ans après les faits, permettre le suivi de ce rétablissement des droits.

Rudi Van Doorslaer

*Ancien directeur de recherche
auprès de la Commission
d'Etude des Biens juifs*

Horst MÖLLER, Volker DAHM & Harmut MEHRINGER (dir.), *Die tödliche Utopie. Bilder, Texte, Dokumente, Daten zum Dritten Reich*, München, Selbstverlag des Instituts für Zeitgeschichte, 2001, 595 p.
Catalogue de "Obersalzberg - Orts-und Zeitgeschichte"

En novembre 1940, Léopold III rencontre Hitler, non pas dans la capitale du Troisième Reich, mais bien dans le Sud de la Bavière, à quelques kilomètres de l'actuelle frontière autrichienne. C'est dans la maison de vacances du Führer, au Obersalzberg, que les deux hommes se croisent.

Notre institution-sœur, l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich (*IfZ*), vient d'éditer un catalogue qui accompagne l'exposition et le Centre de Documentation installés au Obersalzberg depuis 1999. Intitulé "L'utopie mortelle" (le terme 'utopie', avec sa connotation de projet imaginaire, est-il vraiment adéquat ?), cet ouvrage collectif sur la dictature national-socialiste se veut un livre scientifique pour un public non scientifique. Sept grands chapitres (le mythe du Führer, les organisations national-socialistes, l'appareil de terreur, la politique raciale, l'émigration et la résistance, la politique étrangère d'Hitler, la Deuxième Guerre mondiale) tentent de présenter une image complète du régime national-socialiste entre 1933 et 1945. Pour chaque partie, le texte scientifique

d'une vingtaine de pages est accompagné de cartes, reproduction de documents, photographies.

L'installation de ce Centre de Documentation a été justifiée par le tourisme néo-nazi qui s'y était développé et qui était accompagné d'un commerce florissant d'objets souvenirs (livres, médailles...). L'Etat bavarois a chargé l'*IfZ* de la conception de cette institution, réalisation qui a aussitôt attiré les critiques de plusieurs historiens¹. La volonté de couvrir la totalité de l'histoire national-socialiste ne trouve pas vraiment de justification en ce lieu. L'Obersalzberg n'a pas joué de rôle central dans la mécanique national-socialiste; c'est exclusivement un lieu d'acteurs, les victimes en sont absentes. Le catalogue – en cela image fidèle du centre de documentation – pêche par les mêmes défauts.

Le lecteur aurait souhaité voir davantage de place consacrée à l'histoire de l'Obersalzberg que ces 60 pages partagées en trois articles. Le premier couvre l'histoire de l'Obersalzberg jusqu'en

¹ Burkhard ASMUS & Hans-Martin HINZ (dir.), *Zum Umgang mit historischen Stätten aus der Zeit des Nationalsozialismus*, Berlin, 1999.

1945. La naissance du tourisme dans les années 1870 change profondément les structures sociales de cette région bavaroise. De nouvelles maisons sont construites et le lieu attire peu à peu les célébrités (e.a. Clara Schumann). Hitler y passe une première fois en mai 1923 et d'après la légende, c'est là-bas qu'il prépare son putsch de novembre 1923. A partir de 1928, il loue la maison *Wachenfeld* qu'il achète finalement en juin 1933. Elle devient un véritable lieu de pèlerinage entre 1933 et 1945.

La partie la plus intéressante est la contribution consacrée à l'après 45. La politique de mémoire à l'Obersalzberg est à ce point symptomatique pour l'Allemagne (RFA) qu'il est regrettable que cette partie ne soit pas plus développée dans l'exposition et dans le catalogue. Une partie du site

appartient jusqu'en 1995 à l'armée américaine qui y installe un de ces trois *Armed Forces Recreation Center* en Allemagne. Des bâtiments situés à l'extérieur du périmètre américain sont détruits au cours des années. Les autorités communales essaient de faire oublier l'histoire de l'Obersalzberg et la petite organisation qui veut maintenir la mémoire n'est guère appréciée par la plupart des habitants de la région. Lorsque l'armée américaine quitte les lieux en 1995 (pour des raisons financières), le projet du Centre de Documentation ne provoque pas l'enthousiasme des élites locales. Malheureusement, le catalogue n'y consacre que quelques pages. De plus, l'absence de travail de mémoire dans ce lieu chargé de souvenirs n'est pas mise en parallèle avec le sort d'autres bâtiments "historiques" comme les ruines du *Reichsparteitag* à Nuremberg ou la *Neue Wache* à Berlin ².

Benoît Majerus

² P.ex. Peter REICHEL, *Politik mit der Erinnerung. Gedächtnisorte im Streit um die nationalsozialistische Vergangenheit*, München, 1995.

Mais qui sont donc les bénévoles du CEGES ?

Depuis plus de vingt-cinq ans, le Centre peut compter sur une aide inestimable et très efficace, celle offerte par les nombreux bénévoles qui se sont relayés dans le classement des archives, des photos, des coupures de presse, la réalisation des inventaires...



Parmi eux, il en est un qui ne devrait plus être présenté, tant son arrivée au Centre date. Depuis 1975, date de sa mise à la retraite, **Henri Masson** passe toutes les matinées de la semaine au CEGES. Ancien professeur de philosophie morale à l'école normale Charles Buls (ville de Bruxelles), il souhaitait conserver une occupation. En 27 ans, il a réalisé de nombreux inventaires d'archives de toute première qualité dont par exemple ceux des archives émanant du Gouvernement belge réfugié à Londres pendant la guerre 1940-1945, ceux des archives de Rex et de Degrelle, du *Groupe G*, etc...



Gilberte Roeseler a rejoint le CEGES en avril 1996. Après avoir dépouillé partiellement l'enquête sur le Travail obligatoire, elle effectue actuellement, d'une part le détail de l'état des finances pendant la Première Guerre mondiale (comparaisons des monnaies étrangères, du coût des denrées ...) et, d'autre part, le classement des coupures de presse et des *Moniteurs* de 1945 (mentionnant les noms et adresses des inciviques).



Suite à une Assemblée générale des “Amis du CEGES” en février 1998, un appel à bénévoles était lancé pour le classement des archives du Centre. Ingénieur de formation, à la retraite, **Jacques Drouart** souhaitait ne pas rester inactif. Son goût pour l’histoire contemporaine et, plus particulièrement, pour celle de la Seconde Guerre mondiale, l’ont incité à répondre favorablement à cette demande. Il nous a rejoint fin 1998 et, depuis lors, a trié et archivé une dizaine de fonds, principalement, mais non exclusivement, liés à la Résistance.



Juriste, diplômé en Sciences commerciales et consulaires (HEC / Liège), bruxellois mais originaire de Liège, **Bruno Picard** est arrivé au Centre il y a un an après avoir travaillé chez Mitsubishi. Une journée par semaine, il s’occupe de l’inventaire des photos de *Het Volk* pour la période 1980-2000. Il est également bénévole au Musée des Sciences naturelles où il effectue un travail d’entomologie des insectes.



Licencié en Sciences commerciales, ancien fonctionnaire au Conseil de la Région de Bruxelles Capitale, **Pierre Brolet** est actuellement pré-retraité. Par le biais d’émissions télévisées, il a fait connaissance du CEGES. Depuis septembre 2001, il consacre deux après-midi par semaine à la réalisation d’un inventaire sur les “Compensations financières belgo-allemandes”.



Pendant 25 ans, **Gilbert Waeyenbergh** a travaillé à la *CitiBank*, dont de nombreuses années à la Direction des Ressources humaines. Depuis 1994, il vient au CEGES trois fois par semaine. Il y effectue le classement des photos concernant l'étranger. Réel travail de bénédictin (identification, corrections, élimination des doublons, racommodages...), ce classement permet de préparer le matériel photographique à la digitalisation et à son introduction dans le moteur de recherche du Centre sur internet, *Pallas*. C'est grâce à son intérêt pour l'histoire européenne pendant la Guerre et aux émissions consacrées au cinquantième anniversaire de la Libération, qu'il s'est retrouvé au CEGES.



Pensionné en 1995 après avoir effectué une carrière de publicitaire, **Francis Liégeois** est arrivé au CEGES en juillet 1996. Passionné d'histoire de la Seconde Guerre mondiale depuis des années déjà, il effectue, accompagné d'amis, des voyages dans tous les hauts lieux de la guerre: Stalingrad, les plages du débarquement, Verdun, Berlin, Berchtesgaden, Ligne Maginot, Ligne Siegfried, Vercors, Yser, Torgau, Dachau, Breen-donk... C'est par relation qu'il est arrivé au CEGES, où il effectue à raison de deux jours par semaine le classement et l'intégration dans *Pallas* de coupures de presse (1932-1950).



Professeur d'allemand et de néerlandais, puis fonctionnaire au Parlement flamand, **Joris De-deurwaerder** a rejoint le Centre en 1995. A raison d'un jour par semaine, il s'est occupé de l'inventaire de dossiers concernant la collaboration flamande. Ces deux dernières années, il s'est éclipsé pour rédiger un ouvrage présentant la vie d'un professeur activiste flamingant: *Professor Speleers. Een biografie*, Anvers / Gand, Perspectief / Academia Press, dont la sortie est prévue en septembre de cette année. Depuis peu de retour au CEGES, il s'est lancé dans l'inventaire des dossiers de la *Propaganda-Abteilung*. Ce passionné d'histoire est en outre guide de la ville de Bruges.

Isabelle Ponteville

**Bruno KARTHEUSER, *Les années 30 à Eupen-Malmédy.*
Regard sur le réseau de la subversion allemande,
Neundorf, Krautgarten – CEGES, 2001, 183 p.**

En juin 1944, l'agent de la *Sipo-SD*, Walter Schmal, sélectionne à Tulle les 101 otages qui vont être pendus aux balcons. Quelques semaines plus tard, à la Libération, il est arrêté et exécuté par des résistants de la région. Or, Schmal est originaire de Saint-Vith... Comment ce jeune homme banal, sans histoire, en est-il arrivé à commettre ces horreurs ?



C'est la question que **Bruno Kartheuser** s'est posée et, pour y répondre, il a étudié minutieusement les menées nazies dans les Cantons de l'Est entre les deux guerres. Utilisant des sources peu connues, voire inédites, fouillant partout, questionnant partout, il a produit un livre remarquable qui fait bien la différence entre les comparses attachés au nationalisme allemand et les quelques meneurs

qui les ont dupés et qui savaient fort bien qu'il s'agissait d'autre chose, de la peste brune. Un ouvrage qui fera date, comparable seulement aux travaux de Pabst et Schärer.

Jacques Wynants
Correspondant du CEGES

L'ouvrage de Bruno KARTHEUSER (*Les années 30 à Eupen-Malmédy. Regard sur le réseau de la subversion allemande*, Neundorf, Krautgarten – CEGES, 2001, 183 p.) est en vente au CEGES, Résidence Palace / Bloc E, rue de la Loi 155 / Bte 2, 1040 Bruxelles – tél.: 02/287 48 11 – fax: 02/287 47 10 – courriel: cegesoma@cegesoma.be, au prix de € 20,82 + frais de port.

Il est possible
de se procurer
cet ouvrage
en allemand
chez l'éditeur:
Ed. Krautgarten,
Neundorf, 33 –
B 4780 St Vith
(€ 23,80 +
frais de port).

